

adf

A F R I C A D E F E N S E F O R U M

PRÉVENIR LES COUPS D'ÉTAT

Les forces armées
essaient d'inverser
une tendance
troublante

PLUS

Une conversation avec le général de brigade Daniel Kuwali,
commandant du Collège de la défense nationale du Malawi

VISITEZ-NOUS SUR ADF-MAGAZINE.COM

articles

8 Pourquoi les coups d'État militaires réapparaissent-ils en Afrique ?

Les coups d'État sont en hausse après plusieurs années de calme relatif

14 « Cela devrait devenir une façon de vivre »

Le général de brigade Daniel Kuwali des Forces de défense du Malawi déclare que la prévention des coups d'État commence par l'éducation et la culture

20 La souffrance de la sécurité

Les coups d'état se multiplient en Afrique de l'Ouest alors que la bonne gouvernance chancelle et les attaques extrémistes augmentent

26 Les moments de décision

L'éducation, la formation et le mentorat peuvent conduire à des décisions éthiques

34 Les coupures de l'Internet atteignent rarement leurs objectifs

L'histoire récente montre que les arrêts et la censure font monter la colère et l'instabilité

40 Le service par principe

Le mérite, les relations civilo-militaires robustes et un manque de corruption sont cruciaux pour éviter les coups d'État

46 Le renforcement d'une culture de professionnalisme militaire

Des forces armées éduquées et contrôlées par les civils sont une présence stabilisante dans tout pays

50 Un homme fort, une nation affaiblie

Les critiques appellent les régimes autoritaires « un modèle de gouvernement intrinsèquement défectueux et dangereux »

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

32 Battement du cœur de l'Afrique

56 Outillage de la profession

58 Force future

60 Défense et sécurité

62 Maintien de la paix

64 Se donner la main

66 Image du passé

67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum
est disponible en ligne.**

Veuillez nous rendre visite sur
adf-magazine.com



SUR LA COUVERTURE :

Les coups d'État ont un effet
déstabilisateur sur la paix et la
sécurité et conduisent souvent
à la censure.

ILLUSTRATION D'ADF

Après deux décennies pendant lesquelles les coups d'État étaient relativement rares, ils effectuent un retour mal accueilli.

En 2021, six coups d'État ou tentatives de coup d'État ont été documentés sur le continent. L'année suivante, le Burkina Faso a subi deux coups d'État et il y a aussi eu plusieurs autres tentatives.

Les citoyens craignent le retour à une époque où le pouvoir était saisi sous la menace des armes au lieu d'être gagné dans les urnes électorales.

Chaque coup d'État a ses circonstances particulières mais certains modes ont émergé. L'insécurité provoque la propagation de la peur et la colère parmi le public. Les institutions démocratiques font faillite ou un chef autocratique s'accroche au pouvoir. La discipline et le professionnalisme s'érodent au sein des forces armées.

Lorsqu'un coup d'État militaire se produit, ceux qui saisissent le pouvoir promettent un retour à la stabilité et la prospérité.

Les événements qui le suivent sont similairement prévisibles. L'instabilité continue, les citoyens souffrent et la probabilité d'un autre coup d'État augmente.

Alors que les professionnels de la sécurité essaient d'inverser cette tendance, il est important de commencer par un examen intérieur.

Les coups d'État sont beaucoup moins probables lorsque les institutions conservent une norme élevée de professionnalisme. L'éducation militaire professionnelle fournit la fondation pour empêcher les coups d'État. Un système de promotion basé sur le mérite assure que les chefs militaires les plus qualifiés monteront dans les rangs. La formation d'éthique dans toutes les branches et à tous les grades donne aux soldats les outils dont ils ont besoin pour prendre les décisions correctes.

Il est aussi important de tirer les leçons de l'histoire. Lorsqu'on enseigne aux soldats la valeur de la constitution de leur pays et on leur montre les antécédents nuisibles des coups d'État sur le continent, ils pourraient plus probablement choisir de ne pas suivre ce parcours.

Certains pays investissent dans l'éducation. L'Ouganda et le Kenya ont récemment ouvert des collèges ou des universités de la défense nationale. Un autre est prévu au Malawi. Ces institutions d'enseignement supérieur fournissent l'appui intellectuel pour respecter l'état de droit.

L'histoire récente confirme ce que l'on savait depuis longtemps : les coups d'État et les autres transferts de pouvoir non démocratiques sont des catastrophes nationales. Ils font augmenter la pauvreté, l'isolement et l'instabilité dans ces pays. Il est vital que les femmes et les hommes qui servent leur pays le fassent en rejetant les coups d'État et en adoptant l'ordre constitutionnel.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Un soldat
au garde à
vous pendant
le Jour des
Forces armées
à Monrovia
(Liberia).

CAPITAINE JOE LEGROS/
GARDE NATIONALE DE
L'ARMÉE DE TERRE DES
ÉTATS-UNIS



Prévenir les coups d'État Volume 16, 1er trimestre

ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE



POUR NOUS CONTACTER :

U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 USA

ADF.Editor@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

« Ce siècle peut être celui de l'Afrique »



GETTY IMAGES

Nana Addo Dankwa Akufo-Addo est le président du Ghana. Il préside aussi l'Autorité des chefs d'état et de gouvernement de la Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest. Il s'est exprimé à Accra (Ghana) le 15 mars 2022 lors d'un événement organisé par le département des Affaires politiques, de la Paix et de la Sécurité de l'Union africaine. Ses remarques ont été modifiées pour des raisons de longueur et de clarté.



Notre unité et notre résolution devraient envoyer un message clair aux putschistes : les coups d'État n'ont jamais été et ne

seront jamais des solutions durables pour relever les défis politiques, économiques et sécuritaires de l'Afrique. Toutefois, les déclarations ponctuelles de condamnation des coups d'État, sans prendre les mesures correspondantes, n'accompliront rien, ou accompliront très peu, comme l'indique les événements récents. Ce problème exige un accord collectif, une dissuasion efficace, une action audacieuse et, de façon tout aussi importante, des mesures de prévention adéquates.

En tant que président en exercice de l'Autorité des chefs d'état de la Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), j'ai constaté directement les effets dévastateurs que les coups d'état et les tentatives ont eus dans la région. Comme certains d'entre vous peuvent le savoir, l'UA et les autres communautés économiques régionales telles que la CEDEAO ont identifié une myriade de facteurs qui incitent aux changements de gouvernement anticonstitutionnels. Parmi ceux-ci, selon le Conseil de la paix et la sécurité de l'UA, on compte : « les carences de gouvernance, la cupidité politique, la mauvaise gestion de la diversité, la non-saisie des opportunités, la marginalisation, les violations des droits de l'homme, le refus d'accepter les défaites électorales, la manipulation de la constitution et sa révision par des moyens anticonstitutionnels en faveur des intérêts personnels égoïstes », ainsi de suite.

Ce qui est encore plus troublant, c'est que l'expression du mécontentement

social des citoyens face à ces facteurs, en général par des manifestations, a souvent été affrontée par des niveaux variables de répression, cooptation, violence et renforcement additionnel du statu quo.

La recrudescence des coups d'état en Afrique, sous toute forme ou manifestation, doit être condamnée par tous puisqu'elle sape fortement notre souhait collectif d'élimination de la menace d'instabilité et de changements anticonstitutionnels de gouvernement, tels que définis actuellement par les structures établies dans la déclaration de Lomé, la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, et d'autres actes régionaux et continentaux importants. Les changements anticonstitutionnels de gouvernement retardent la croissance d'un pays.

Bien que ces facteurs soient en grande partie locaux, la dimension internationale ne peut pas être ignorée. Les efforts étrangers pour susciter des changements anticonstitutionnels, souvent pour le bénéfice des gouvernements répressifs, des intérêts économiques étrangers et autres avantages géopolitiques potentiels, sont des facteurs contributifs.

Certaines entités étrangères considèrent que les coups d'État dans les pays africains sont un moyen de renforcer leurs ambitions régionales. Ainsi, elles s'engagent dans tout type de campagne de désinformation dans le but de discréditer l'autorité des gouvernements démocratiquement élus et provoquer des manifestations contre les responsables en exercice.

Dans la mise en œuvre des actes et



des protocoles continentaux et régionaux existants, les états membres défaillants sont condamnés et privés d'activité dans les organismes continentaux et régionaux, et les putschistes sont individuellement sanctionnés. Toutefois, il est vrai que ces sanctions n'ont pas été uniformément appliquées. Bien que nous ayons sanctionné rapidement les leaders des coups d'état militaires, les civils qui obtiennent des résultats similaires par la manipulation de la constitution afin de rester au pouvoir, par exemple, ne sont pas sanctionnés, quoique leurs actions soient strictement interdites par nos actes officiels. Cela veut dire que les structures existantes doivent être renforcées pour inclure de telles infractions.

Il n'est pas nécessaire de remonter beaucoup dans le temps pour constater qu'une période stable de gouvernement constitutionnel et de gestion intelligente de l'économie conduit à la prospérité. Je crois dans l'immense potentiel de grandeur de l'Afrique. Je crois que les démocraties africaines stables peuvent déployer l'énergie des peuples d'Afrique pour inspirer la transformation du continent. Ce siècle peut être celui de l'Afrique. Nous pouvons le revendiquer si nous croyons en nous-mêmes et en nos peuples.

Le Nigeria va ouvrir un centre pour le personnel militaire souffrant de TSPT

PERSONNEL D'ADF

La lutte contre Boko Haram et les autres groupes extrémistes a des effets néfastes sur la santé mentale des membres des forces armées du Nigeria.

La prédominance du trouble de stress post-traumatique (TSPT) et d'autres problèmes de santé mentale est très élevée parmi les forces armées de la nation, au point où l'Association des épouses des officiers de la défense et de la police (DEPOWA) va créer un centre de diagnostic, traitement et recherche de TSPT pour le bénéfice du personnel militaire à Abuja.

On anticipe que la première phase du projet sera mise en service avant la fin avril 2023, selon un reportage de Channel Network Afrique.

Une enquête conduite auprès des épouses des militaires dans le pays montre que de nombreux soldats sont sujets aux cauchemars, à l'anxiété, à l'insomnie, aux explosions de colère, à la dépression, aux souvenirs récurrents et aux tendances suicidaires du fait de leurs expériences de première ligne, selon un reportage du journal nigérian Vanguard.

« En conséquence, nous, épouses de nos galants soldats, avons décidé de ne pas rester passives, mais de mobiliser une intervention opportune pour réduire l'impact de ces chocs sur notre personnel », a déclaré Vickie Irabor, présidente de DEPOWA, dans le reportage de Vanguard.

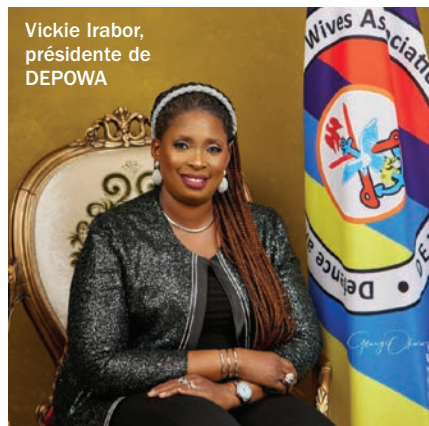
Mme Irabor est aussi l'épouse du général Lucky Irabor, chef

d'état-major de la défense du Nigeria. Elle a annoncé les plans des installations pendant une conférence de presse en août 2022.

« Lorsqu'elles ne sont pas traitées, ces expériences donnent lieu à des conséquences néfastes dans notre communauté militaire. Notre souhait est d'avoir une structure de réintégration pour nos époux qui assure qu'ils nous reviennent en bonne santé et avec un bien-être total. ... Lorsque nous parlons de nos émotions, elles deviennent moins accablantes, moins troublantes et moins effrayantes. »

Elle recommande la non-stigmatisation des problèmes de santé mentale afin de permettre au personnel d'obtenir les soins appropriés. Le centre est aussi conçu pour améliorer la stabilité nationale, régionale et mondiale, et renforcer les capacités militaires, « contribuant ainsi à la lutte mondiale contre le terrorisme », ajoute Mme Irabor.

L'Air Commodore (à la retraite) Abayomi Balogun dit qu'il a constaté personnellement les effets sur la santé



Vickie Irabor,
présidente de
DEPOWA

mentale des soldats qui participaient aux guerres du Liberia et de la Sierra Leone. Il a créé la Green Heroes Foundation, qui soutient les membres des forces armées et leur famille depuis 2018.

Il déclare dans un reportage de PRNigeria : « Le TSPT doit être traité en étapes : la première dans l'esprit du soldat, la deuxième en lui donnant une orientation, puis une réhabilitation, avant sa réintégration. Nous pourrions avoir un sérieux problème à l'avenir si nous ignorons ces soldats. »



Des soldats de l'armée nigérienne affectés à une base de Baga évaluent la menace que représente la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique. AFP/GETTY IMAGES

Le Burkina Faso inaugure sa première usine pharmaceutique

PERSONNEL D'ADF

Le Burkina Faso a ouvert sa première usine de fabrication de produits pharmaceutiques pour produire des médicaments génériques à bas prix et assurer la disponibilité continue des drogues courantes.

Cette usine de 23 millions de dollars a été construite grâce à l'initiative privée des pharmaciens du Faso. Le Dr Palingwendé Armel Coéfé, directeur général de la société Propharm à l'origine du projet, a dirigé l'effort selon un reportage du magazine Healthcare Africa.

L'usine commencera à produire le paracétamol (antalgique), le phloroglucinol (antispasmodique), les sels de réhydratation orale et le zinc (antidiarrhéique), selon le Dr Coéfé.

Elle a été construite sur un terrain de 1,5 hectare à Komsilga, dans la périphérie de la capitale de Ouagadougou.

« Notre capacité de production satisfait actuellement aux besoins locaux et résoudra le problème des carences drastiques d'approvisionnement », a déclaré le Dr Coéfé à l'Agence France-Presse.

Les installations ont été sujettes à des inspections conduites par l'agence nationale pour la réglementation pharmaceutique en août 2022, et il était anticipé que la production commence quelques mois plus tard.

L'usine ouvre ses portes à un moment où les pays africains importent jusqu'à 97 % des produits pharmaceutiques qu'ils utilisent, selon HealthCare Africa. De nombreux produits importés proviennent de pays tels que l'Inde ou la Chine et s'avèrent être des contrefaçons, ce qui les rend au mieux inefficaces et au pire dangereux.

Les médicaments génériques peuvent aussi coûter jusqu'à 30 fois plus dans certains pays africains, comparé à leurs prix au Royaume-Uni, selon un rapport de 2021 publié par l'Agence française de développement et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique.



Une nouvelle usine pharmaceutique assurera une meilleure disponibilité pour les médicaments courants au Burkina Faso.

ADF/GETTY IMAGES



Les pays d'Afrique australe effectuent un recensement des éléphants

VOICE OF AMERICA

Cinq pays d'Afrique australe qui possèdent plus de la moitié des éléphants du continent ont conduit le premier recensement aérien pour compter leur population d'éléphants et déterminer comment la protéger.

Des aéronefs légers ont survolé simultanément les plaines de l'Angola, du Botswana, de la Namibie, de la Zambie et du Zimbabwe dans une région de conservation appelée zone de conservation transfrontalière du Kavango-Zambèze (KAZA).

Il est estimé que 220.000 éléphants vivent dans la zone de KAZA. Les cinq pays souhaitent connaître leur nombre exact et leur mode de répartition. Bien que les populations d'éléphants augmentent dans la région de KAZA, elles baissent dans le reste du continent à cause de la perte d'habitat et du braconnage.

Plus de 130.000 éléphants vivent au Botswana, plus que dans tout autre pays du monde. Kabelo Senyatso, directeur des parcs nationaux et de la faune sauvage du Botswana, déclare que ce recensement sera crucial pour la gestion des éléphants.

Les données aideront les cinq états partenaires à gérer la planification de l'exploitation des terres, les conflits entre humains et éléphants, la chasse et le tourisme, selon le Dr Senyatso.

« En tant que gestionnaires de ces ressources, il nous est important de bien comprendre où ils se trouvent et comment ils sont répartis sur le terrain, déclare-t-il. C'est un projet passionnant, le premier de ce type. Nous anticipons que les données modales seront analysées à partir du début 2023, afin d'obtenir avant la fin du premier trimestre 2023 des données préliminaires que nous pourrions partager avec le public et utiliser dans notre processus de prise de décisions. »

« Les résultats de cette étude deviendront la pierre angulaire de la protection et la gestion à long terme de la plus grande population transfrontalière d'éléphants en Afrique », déclare Nyambe Nyambe, directeur exécutif de KAZA.

Pourquoi les coups d'État militaires RÉAPPARAISSENT-ILS EN AFRIQUE ?

An illustration featuring a hand holding an assault rifle, likely an AK-47, against a dark red background with a cracked, spiderweb-like pattern. The rifle is positioned diagonally across the frame, with the hand gripping the handle. The overall tone is somber and dramatic.

**Les coups d'État
sont en hausse après
plusieurs années
de calme relatif**

PERSONNEL D'ADF |



Dans la période suivant l'indépendance et pendant la guerre froide, les tentatives de coup d'État étaient fréquentes en Afrique. Pour servir de comparaison, les quelque vingt dernières années ont été tranquilles. Entre 2011 et 2020, le continent a subi en moyenne moins d'un coup d'État réussi par an. Mais depuis lors, la stabilité relative a fait place à ce qui semble être une forte recrudescence des tentatives de putsch.

Entre le 1er janvier 2020 et décembre 2022, il y a eu douze tentatives de coup d'État sur le continent. Parmi celles-ci, six ont conduit à un changement anti-constitutionnel de gouvernement pour le bénéfice des officiers militaires.

La tendance a suscité des inquiétudes auprès des organismes continentaux et régionaux. Elle a incité la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à convoquer une conférence au sommet de toute urgence à Accra (Ghana) en février 2022 pour examiner cette question.

Nana Akufo-Addo, chef de la CEDEAO et président du Ghana, a déclaré à la conférence que les coups d'État sont devenus « contagieux » et que la tendance « doit être contenue avant qu'elle ne dévaste toute notre région », selon Al Jazeera.

De même, le président de la Commission de l'Union

africaine Moussa Faki Mahamat a exprimé ses inquiétudes sur « la recrudescence des changements anticonstitutionnels de gouvernement ».

Les coups d'État sont des événements complexes et déstabilisants. Leurs causes peuvent varier et leur prévention peut être difficile, mais comprendre ce que provoque un coup d'État est la première étape permettant de développer des forces armées professionnelles qui ont les connaissances, la formation et le souhait de les éviter.

Quand est-ce qu'un coup d'État se produit ?

Il se produit lorsque des forces organisées, militaires ou policières, agissent pour renverser un gouvernement national qui est au pouvoir. Les coups d'État africains concernent le plus souvent les actions d'une faction des forces armées du pays. Certains sont violents ; d'autres se produisent lorsque les responsables de la sécurité prennent le contrôle des chaînes de communication et arrêtent les leaders et les hauts fonctionnaires du gouvernement.

Les drapeaux des pays de la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest sont déployés à Lomé (Togo). Les coups d'État peuvent conduire à la suspension des pays membres des organisations régionales et à leur isolement diplomatique.

AFP/GETTY IMAGES



La police malienne anti-émeute éloigne les manifestants d'un défilé de véhicules après un coup d'État en 2021.

AFP/GETTY IMAGES

Les coups d'État sont en général considérés comme un succès si la perturbation dure sept jours ou plus. D'autres experts déclarent que les putschistes doivent rester au pouvoir pendant au moins un mois. Dans tous les cas, les études

montrent qu'environ la moitié de tous les putschs africains au cours des dix dernières années ont réussi. Cette tendance s'est poursuivie pendant la série toute récente de coups d'État sur le continent.

Quelle est la fréquence des coups d'État ?

Les coups d'État ne sont pas un phénomène exclusivement africain. Au cours du temps, ils se sont produits en

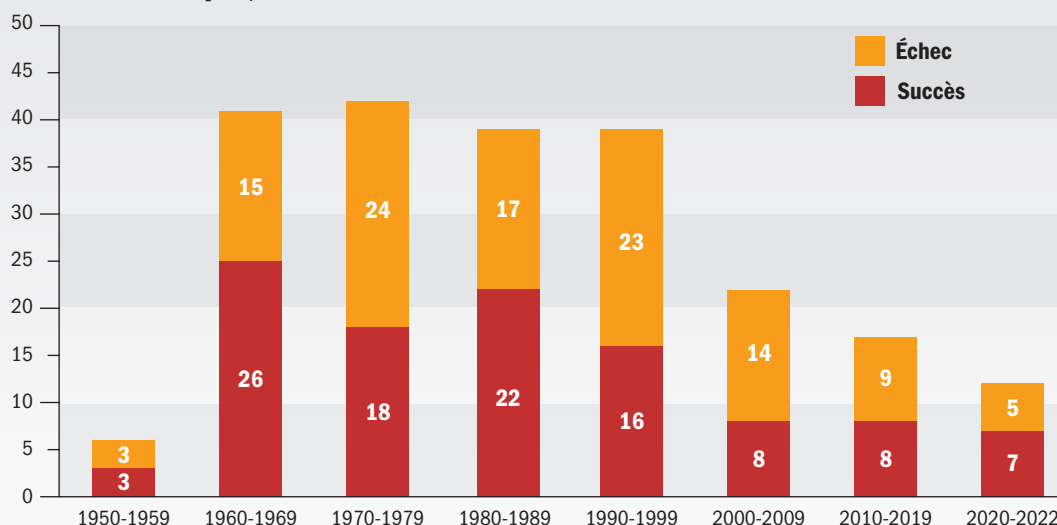
Asie, en Europe et en Amérique du Sud. L'examen des tentatives de coup d'État en Afrique depuis 1950 montre une période de calme relatif jusqu'en 1963 environ : elle pourrait être décrite comme la période suivant l'indépendance sur le continent. Entre 1960 et 1999, il y a eu en moyenne 40 tentatives de putsch par décennie.

Le « piège du coup d'État »

L'histoire montre que, lorsqu'un coup d'État se produit dans un pays, il se reproduira plus facilement à l'avenir. Les chercheurs ont étudié ce phénomène et l'appelle le « piège du coup d'État ». L'histoire du Soudan en est un exemple utile.

Entre 1958 et 1971, le Soudan a enregistré onze coups d'État manqués, frustrés et réussis. Rien qu'en 1969,

Coups d'État en Afrique, 1950 à 2022



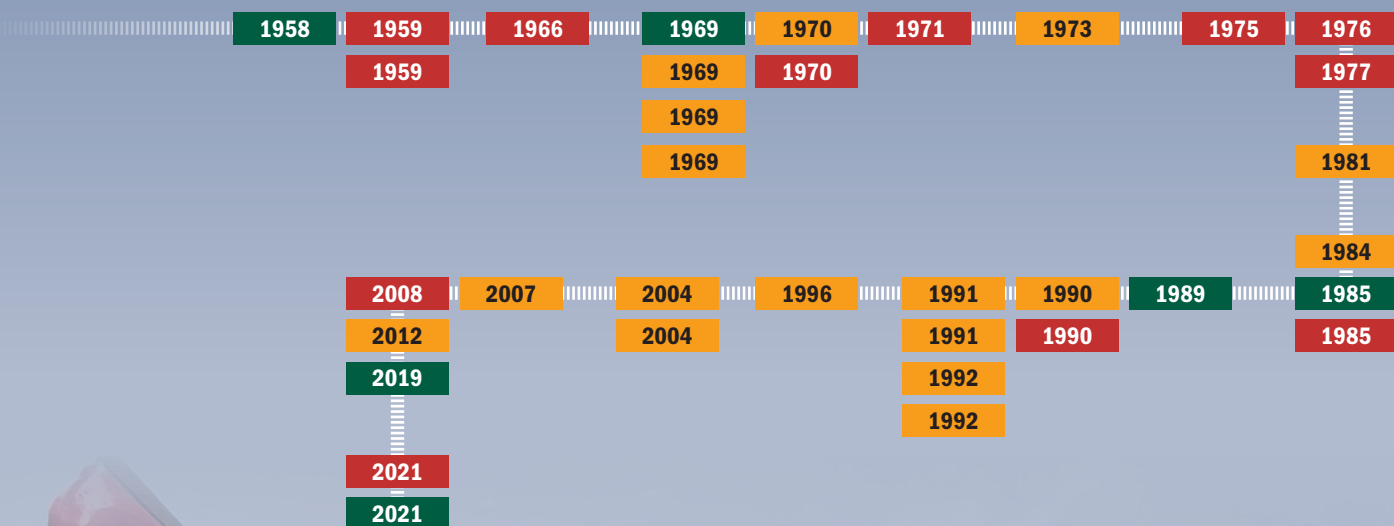
Source : BBC avec des recherches de l'université de Floride centrale et l'université du Kentucky

Un historique des coups d'État au Soudan

Coups d'État, tentatives et complots depuis l'indépendance du Soudan le 1er janvier 1956.

Source : Statista

- Échec de tentative
- Complot frustré / allégué
- Succès



Les Soudanais manifestent contre le coup d'État militaire d'octobre 2021 à Khartoum le 13 janvier 2022.

AFP/GETTY IMAGES



« Les forces armées sont souvent mal équipées pour affronter les troubles sociaux. En fait, les chercheurs ont découvert que les régimes dominés par les militaires ont tendance à être plus répressifs que les autres types de régime. »

~ Le chercheur Jean Lachapelle



quatre putschs, un réussi et trois frustrés, ont eu lieu. Les tentatives de coups d'État se sont aussi regroupées pendant la période 1984-1985, et en 1991. Une instabilité durable est réapparue au Soudan en 2019 dans le sillage du renversement d'Omar el-Beshir, le dictateur de longue date, et elle persiste jusqu'à aujourd'hui, alors que les responsables militaires et les chefs civils essaient d'instaurer un plan pour le retour à un régime civil.

En fait, le Soudan est en tête de la liste mondiale pour les tentatives de coup d'État entre 1945 et 2021, selon des informations compilées par le portail de recherche Statista.

L'héritage des coups d'État

Lorsqu'un coup d'État a lieu, il a tendance à créer des problèmes, plutôt que de les résoudre. Si les responsables militaires renversent un gouvernement civil, en particulier un gouvernement démocratiquement élu, il est probable que les chefs militaires seront considérés comme illégitimes. La non-justification de leurs actions pourrait faire courir le risque d'autres coups d'État, selon un rapport de décembre 2021 par Sean M. Zeigler sur le blog de RAND.

« Le plus souvent, les soldats se présentent comme les sauveurs du pays, en accusant les régimes renversés de corruption, perfidie et autres méfaits », écrit le professeur Zeigler.

En outre, les prises de pouvoir militaires s'accompagnent fréquemment de déclarations selon lesquelles la junte militaire sera temporaire, selon l'article de blog. Les militaires décrivent leur nouveau régime comme intérimaire, assurant simplement la supervision du pays

et le maintien de l'ordre jusqu'à ce qu'un régime civil soit finalement restauré grâce à de nouvelles élections.

« Dans beaucoup de cas, des conseils militaires provisoires sont créés pour superviser la transition vers la démocratie, mais parfois cela ne se matérialise pas », écrit le professeur Zeigler.

Le coût des coups d'État

L'impact des coups d'État sur un pays peut être profond. Ils peuvent affecter les relations économiques et diplomatiques et, dans certains cas, déclencher des cycles d'instabilité. Voici quelques exemples de la façon dont les coups d'État peuvent nuire à un pays :

La suspension de l'aide : Il est interdit à un grand nombre de pays et d'organisations non gouvernementales de fournir une assistance à un gouvernement qui prend le pouvoir par un coup d'État. Lorsque l'aide est suspendue, il y a moins d'argent pour les projets liés à la sécurité nationale, la santé publique, l'agriculture et le secteur de l'énergie. Le Soudan par exemple a perdu près de 4,4 milliards de dollars d'assistance promise par la communauté internationale au cours des huit mois suivant son coup d'État de 2021.

Le préjudice subi par l'économie : L'histoire montre qu'il est moins probable que les entreprises investissent dans un pays ou développent leur commerce dans un climat d'insécurité. L'insécurité, la peur et l'incertitude forment une mixture toxique qui pourrait entraver l'activité économique et provoquer une récession dans le pays. Une étude de 94 pays par le Stockholm Institute



of Transition Economics a découvert que, dans les pays démocratiques qui ont subi un coup d'État, la croissance des revenus individuels était moindre pendant la décennie suivant le coup qu'elle ne l'était dans les pays qui n'avaient pas subi de coup d'État.

L'isolement diplomatique : Un grand nombre d'organisations régionales, continentales et internationales suspendent un état membre à la suite d'un transfert de pouvoir non démocratique. Le Burkina Faso par exemple, après son coup d'État de 2021, a été suspendu de l'Union africaine, la Communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest, l'Organisation internationale de la francophonie et autres groupes. Cela veut dire que le pays a perdu le droit de voter sur les questions économiques ou de les influencer, ce qui pourrait être crucial pour sa viabilité future. En outre, les pays pourraient perdre le droit d'accueillir des événements économiques, diplomatiques ou sportifs prestigieux qui attirent l'argent des touristes. Par exemple, le tournoi de football de la Coupe d'Afrique des nations, l'un des premiers événements sportifs du continent, a été relocalisé dans le sillage d'un coup d'État. La relocalisation d'un événement majeur à cause de l'insécurité peut perturber le tissu social d'une société et peut aussi heurter les commerces qui dépendent des revenus associés, ce qui nuit à l'économie nationale.

Le défi de la gouvernance : Lorsque des officiers militaires saisissent le pouvoir, ils font plus que simplement chasser un gouvernant ou un gouvernement qu'ils jugent inacceptable. Ils héritent le contrôle d'une vaste bureaucratie gouvernementale qui comporte des agences et des

ministères très différents des opérations militaires qui leur sont familières. De tels gouvernements dépendent aussi des relations diplomatiques transfrontalières et régionales.

La perturbation de ces institutions et ces relations peut nuire à la nation et à son peuple.

En outre, dans son article de 2020 intitulé « Pas de solution facile : l'effet des coups d'État militaires sur la répression étatique » et publié dans The Journal of Politics, le chercheur Jean Lachapelle écrit que « les coups d'État accroissent la répression de l'état, même lorsqu'ils ciblent des autocrates répressifs ».

Les coups d'État sont habituellement suivis d'actes tels que l'emprisonnement des dissidents, la répression violente des manifestations et la restriction de certains droits tels que la liberté d'expression et la liberté de la presse. Le professeur Lachapelle déclare que des études historiques montrent que les chefs des coups d'État militaires ont tendance à employer une main de fer contre leur peuple.

« Les forces armées sont souvent mal équipées pour affronter les troubles sociaux. En fait, les chercheurs ont découvert que les régimes dominés par les militaires ont tendance à être plus répressifs que les autres types de régime. De plus, un coup d'État relâche en général les contraintes imposées sur le pouvoir exécutif dans les mois qui suivent parce que l'armée impose souvent des décrets ; une telle réduction des contraintes sur l'exécutif pourrait accroître la répression. » □

Les coups d'État ont tendance à nuire aux économies nationales en effrayant les investisseurs et en mettant fin à l'aide internationale.

REUTERS



« Cela devrait devenir une façon de vivre »

*Le général de brigade Daniel Kuwali
des Forces de défense du Malawi déclare
que la prévention des coups d'État
commence par l'éducation et la culture*



Le général Daniel Kuwali était membre de la direction des services juridiques pour les Forces de défense du Malawi (MDF) pendant 23 ans. Pendant cette période, il est devenu chef des services juridiques, puis il a été nommé premier juge-avocat général des MDF. Il a aussi été conseiller juridique de la mission des Nations unies en République démocratique du Congo et il a enseigné et publié extensivement sur des sujets tels que les droits de l'homme, l'emploi de la force et le droit humanitaire. En 2022, il a achevé le programme de résident comme international fellow au Collège de la guerre de l'Armée de terre des États-Unis et il est retourné au Malawi, où il a été nommé le premier commandant du collège national de la défense du pays. Cette interview a été modifiée pour des raisons de longueur et de clarté.

ADF : Vous avez obtenu votre diplôme de droit, puis vous avez rejoint les Forces de défense du Malawi. Pourquoi avez-vous choisi de rejoindre les forces armées au lieu de faire une carrière juridique dans le secteur privé ?

Général Kuwali : Une question intéressante ! Eh bien, il s'agissait surtout, et il s'agit toujours, de mon patriotisme, mon souhait de servir le pays. C'était le fait que je pourrais orienter mon éducation, mon expertise et mon expérience vers le service de mon pays et de son peuple. Deuxièmement, le régime de discipline, d'aptitudes physiques et de santé mentale que l'on obtient dans l'armée. Cela façonne une personne qui est bien équilibrée. Aussi, une fois que vous êtes recruté, vous trouvez un très grand nombre de membres de la famille et d'amis, ce qui est précieux. Donc, en bref, ma passion pour le service à autrui a été le facteur qui m'a motivé à servir mon pays.

ADF : Quelle est l'importance d'une bonne structure judiciaire pour les opérations militaires ? Comment conduit-elle à des forces armées disciplinées et responsables ? Comment aide-t-elle à inspirer la confiance chez les civils ?

Général Kuwali : En réponse à votre première question, les forces armées devraient agir dans les limites de la loi à cause des principes constitutionnels de l'état de droit et de la prise de responsabilité. Dans une démocratie, aucune personne ni institution n'est au-dessus de la loi. Cela veut dire que chaque personne peut être tenue responsable pour ses actes ou omissions. Tout le monde doit donc agir dans les limites de la loi, sinon leur conduite sera considérée comme « ultra vires » ou hors des contraintes juridiques, ce qui implique la responsabilité. Deuxièmement,

comme dans toute rencontre sportive telle qu'un match de foot, tout joueur qui suit les règles du jeu est considéré comme discipliné et professionnel, ce qui lui fait gagner le soutien des amateurs de sport. Par exemple, en ce qui concerne la conformité à la loi des conflits armés, les forces armées qui se conforment à cette loi réalisent une économie d'effort, évitent de commettre des crimes et gagnent la confiance et le respect des civils, à la fois dans la zone de la mission et chez eux. En fin de compte, cela contribue au moral des soldats. La population civile, y compris la législature, souhaite aussi soutenir des troupes

Le général Kuwali signe un registre des visiteurs au capitol d'état du Kentucky à Frankfort pendant une mission de deux jours auprès des juges-avocats d'état-major de la Garde nationale du Kentucky.

SERGEANT JESSE ELBOUAB/ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS





qui ne l'embarrassent pas et, au contraire, qui arborent fièrement le drapeau.

ADF : *Vous avez été conseiller juridique de la mission des Nations unies en République démocratique du Congo (RDC). Quels sont les uniques défis que vous avez relevés là-bas ?*

Général Kuwali : Mon service en tant que gardien de la paix en RDC m'a ouvert les yeux. En bref, cela m'a aidé à appliquer la théorie dans la pratique. J'ai constaté que les violations des droits de l'homme ne se présentent pas ouvertement. Elles sont cachées sous nos yeux et elles exigent du tact et des aptitudes de discernement pour les comprendre. Si par exemple vous voyez un bandit armé qui empêche les gens de se rendre dans un bureau de vote, vous pouvez ne pas réaliser que le criminel enfreint leur droit de vote et leur liberté de mouvement, et même menace leur droit à la vie.

J'ai fait face à des dilemmes difficiles sur ce qu'un commandant militaire devrait faire si des femmes et des enfants se trouvent autour des criminels de guerre qui ciblent les gardiens de la paix. Est-il légitime d'attaquer ce bouclier humain lorsque des gardiens de la paix ont été tués ? Comment affrontez-vous un récidiviste qui a terrorisé un village et qui s'échappe d'un centre de détention sans arme ? Les soldats doivent-ils tirer pour tuer, tirer pour blesser ou ne pas tirer du tout ? Ce ne sont pas des questions rhétoriques, ce ne sont pas non plus des questions seulement juridiques ; elles ont aussi des considérations politiques. En tant que conseiller juridique, il faut fournir des conseils dans une fraction de seconde. Cela nécessite d'être au sommet de sa forme.

ADF : *Il y a eu récemment une augmentation du nombre de coups d'État sur le continent. Comment expliquez-vous cette tendance ?*

Général Kuwali : Les coups d'État militaires se produisent lorsque les soldats profitent du mécontentement civique pour saisir le pouvoir des mains des autorités civiles, comme c'était le cas au Soudan en 2019. Dans d'autres cas, par exemple en Guinée en 2021, les leaders qui cherchent à se maintenir au pouvoir ont enfreint le processus électoral et modifié la constitution pour prolonger leur mandat. Ces actes augmentent le soutien public pour une prise de pouvoir par l'armée. Bien qu'il ne puisse pas exister d'explication universelle pour la prolifération des coups d'État, les facteurs déterminants comprennent la pauvreté, l'insécurité et la mauvaise gouvernance. Les autres facteurs contributeurs incluent la corruption endémique et l'incompétence économique, les déficits infrastructurels, les mauvais systèmes socio-économiques et les mauvaises institutions, et la frustration des jeunes. L'Afrique a été sujette à 82 coups d'État entre 1960 et 2000 avant la création de l'Union africaine. Entre 2000 et 2022, le continent a enregistré 22 coups d'État. C'est une tendance inquiétante.

ADF : *Constatez-vous des traits communs entre ces pays ? Pensez-vous que les coups d'État sont « contagieux » et que leur probabilité augmente sur le plan régional ou continental une fois qu'un coup d'État se produit ?*

Général Kuwali : Les coups d'État nécessitent des calculs des coûts et des avantages de la part des putschistes. Les



Des membres de la Force maritime du Malawi apprennent la navigation pendant une formation à Monkey Bay (Malawi).

SERGEANT D'ÉTAT-MAJOR SEAN CARNES/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

avantages évidents incluent le pouvoir et l'accès aux ressources de l'état. Les coûts incluent le risque de mort ou de poursuites judiciaires et d'emprisonnement. Les coups d'État ont un effet de domino, de sorte que le succès de l'un d'eux augmente beaucoup la probabilité que d'autres suivront dans le même pays ou un pays voisin. Par conséquent, si les putschistes agissent avec impunité, la trajectoire des prises de pouvoir militaires continue.

Bien que l'UA ait interdit les changements anti-constitutionnels de gouvernement, sa réponse aux coups d'État récents reflète une détermination vacillante de mettre en application l'un de ses principes fondateurs : des normes anti-putschistes, y compris des sanctions, contre les contrevenants. Si l'UA ne démontre pas sa détermination pour condamner les changements anti-constitutionnels de gouvernement, elle encouragera un retrait régional de la démocratie. L'UA devrait mettre en application l'article 25 de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance en imposant des sanctions de façon cohérente et en poursuivant en justice les putschistes, sans exception.

ADF : *En tant qu'étudiant de l'histoire, quelles sont les ramifications à court terme et à long terme que vous avez constatées pour un pays qui est sujet à un coup d'État ?*

Général Kuwali : Les putschistes promettent en général de renverser la tendance et de fournir des dividendes socio-économiques aux citoyens. Toutefois, il existe peu de preuves, ou il n'en existe aucune, indiquant que les coups d'État peuvent améliorer la gouvernance et le développement économique. C'est le contraire qui est vrai. On ne

peut pas s'attendre à ce que les gens qui commencent par enfreindre la loi finiront par la suivre. La direction d'un pays nécessite des aptitudes de leadership et de compétence, aptitudes qui vont au-delà des campagnes, de la stratégie et des tactiques militaires. Les coups d'État ne peuvent pas fournir de solution à des démocraties incapables d'assurer au peuple les services publics et la sécurité. Ces stratagèmes représentent l'antithèse complète d'une culture démocratique. Par conséquent, la condamnation des coups d'État est une question de principe.

ADF : *Quels sont les facteurs communs dans les pays tels que le Malawi qui ont évité les transferts de pouvoir antidémocratiques ? Ont-ils des caractéristiques en commun ?*

Général Kuwali : Les pays qui détestent les coups d'État et les transferts de pouvoir antidémocratiques ont des organes de supervision solides qui assurent que le pouvoir exécutif n'aille pas trop loin et qui soutiennent l'état de droit. Cela est dû à un pouvoir judiciaire indépendant, une législature axée sur le peuple, des médias dynamiques et des agences électorales indépendantes. Ces pays n'emprisonnent pas non plus les défenseurs des droits de l'homme. Ils créent des mécanismes de prévention des conflits et une gouvernance robuste du secteur de la sécurité. Ils ont tendance à avoir des relations civilo-militaires saines et un respect pour le contrôle démocratique des forces armées.

Il est regrettable que la hausse récente du nombre de coups d'État a éclipsé le succès des transferts de pouvoir dans beaucoup de pays qui soutiennent la constitutionnalité, notamment la plupart des pays d'Afrique australe,



Le général Kuwali
s'exprime au
Colloque de
responsabilité VI à
Lilongwe (Malawi)
en 2019.

SERGEANT EDWARD SALCEDO/
ARMÉE DE TERRE DES
ÉTATS-UNIS

les démocraties stables d’Afrique de l’Est, en particulier la Tanzanie, et les plus grandes démocraties d’Afrique de l’Ouest telles que le Ghana, le Nigeria et le Sénégal.

ADF : *Du point de vue militaire, que peut-on faire en ce qui concerne la formation, l’éducation militaire professionnelle et la réforme du secteur de la sécurité pour renverser la tendance des coups d’État ?*

Général Kuwali : Si vous conduisez un examen approfondi, vous noterez que la plupart des putschistes ne font pas partie des responsables qui suivent une formation de gouvernance dans le secteur de la sécurité. Une telle formation est un peu comme prêcher à des convertis. Il est donc prudent d’élargir la cible pour assurer que les soldats, quel que soit leur grade ou leur fonction, comprennent et soutiennent le principe du contrôle civil des forces armées. De leur côté, les autorités civiles et les chefs politiques devraient améliorer leur compréhension du secteur de la sécurité et faciliter les promotions régulières et méritoires, les processus transparents de recrutement et une formation appropriée pour garder la confiance des forces armées.

ADF : *Les membres des forces armées ayant un grade inférieur n’ont donc pas suffisamment accès à une formation stratégique ?*

Général Kuwali : La combinaison des niveaux stratégique, opérationnel et tactique des forces armées présente un défi, parce que les questions concernant la gouvernance du secteur de la sécurité ne sont pas enseignées au niveau tactique. Les soldats agissant au niveau opérationnel, c’est-à-dire la plupart des gens impliqués dans les coups d’État, ne comprennent pas les questions concernant la gouvernance du secteur de la sécurité ou les questions concernant le contrôle des forces armées par les civils. Je suggère que nous devons commencer à enseigner les enjeux à ce niveau pour que les soldats puissent progresser en comprenant ces enjeux. Cela devrait devenir une façon de vivre : respecter les autorités civiles en tant que personnes qui détiennent le contrôle des forces armées, parce que ce sont les gens qui ont été votés au pouvoir par les citoyens. Respecter cela devrait être une façon de vivre parce que c’est ce qu’on est supposé faire dans une démocratie. Nous ne devrions pas commencer lorsque les chefs viennent d’être promus. On dit que l’on ne peut pas apprendre à un vieux singe à faire la grimace ; par conséquent, plus tôt nous commencerons, mieux ce sera. Et dans ce cas, nous aurons une masse critique de gens qui comprendront les principes démocratiques.

ADF : *Quels sont vos objectifs à court terme en tant que chef du Collège de la défense nationale (NDC) du Malawi, qui sera bientôt établi ?*

Général Kuwali : Mon objectif à court terme consiste à concevoir un programme d’enseignement robuste et



Des membres des Forces de défense du Malawi défilent à la caserne de Kamuzu, quartier général des MDF, à Lilongwe avant l’inauguration du président en 2020. AFP/GETTY IMAGES

complet qui adressera les besoins des Forces de défense du Malawi et ceux du Malawi en tant que nation, ainsi qu’à étudier comment les MDF et leurs alliés peuvent contrer les menaces contemporaines. Deuxièmement, nous devons établir le collège. Nous avons identifié un emplacement mais nous attendons les procédures du gouvernement. Lorsque nous les aurons, je devrai nommer une équipe qui enseignera les classes.

ADF : *Quels sont vos objectifs à long terme ?*

Général Kuwali : Mon objectif à long terme consiste à accueillir aux cours autant de participants que possible qui pourront traverser les couloirs du NDC au Malawi, et aussi à assurer que l’établissement soit un centre d’excellence. Il devrait être un établissement de choix pour les leaders, non seulement au Malawi mais sur tout le continent. Nous voulons aussi avoir notre propre niche. Nous devrions développer des stratégies locales de guerre pour déterminer comment nous pourrions les optimiser. Nous ne pouvons pas simplement adopter des stratégies qui ont fonctionné ailleurs.

Nous devons étudier en détail l’histoire des pays africains parce que nous examinons trop souvent les guerres mondiales pour en tirer des leçons. Nous devons étudier nos propres guerres pour déterminer ce qui les a déclenchées et comment elles se sont terminées. Ce faisant, nous découvrirons nos propres méthodes locales ou traditionnelles de résoudre les conflits. En plus de cela, nous voulons développer des mécanismes de prévention des conflits. Les états voisins ne devraient pas se considérer les uns les autres comme des menaces ; ils doivent se considérer les uns les autres comme des voisins. Nous devons concevoir des exercices de résolution des conflits dans le cadre de notre stratégie de développement de la confiance sur le continent africain. □

LA SOUFFRANCE DE LA SÉCURITÉ

LES COUPS D'ÉTAT SE MULTIPLIENT EN
AFRIQUE DE L'OUEST ALORS QUE LA BONNE
GOUVERNANCE CHANCELLE ET **LES ATTAQUES
EXTRÉMISTES AUGMENTENT**



Le Burkina Faso combat depuis 2015 la violence extrémiste originaire du Mali voisin. Mais le 14 novembre 2021 est devenu un moment charnière pour ce pays sahélien.

Ce matin-là, des tireurs extrémistes attaquent un avant-poste de la police militaire près d'une mine d'or dans le village d'Inata, province du Soum au Nord du Burkina Faso. Les résultats sont immédiats, tragiques et transformateurs.

Le ministre de la Sécurité Maxime Koné déclare sur les médias d'état, alors même que l'on continuait à compter les cadavres : « Ce matin, un détachement de la gendarmerie a subi une attaque lâche et barbare. Ils sont restés à leur poste. »

En fait, 49 gendarmes ont été massacrés, ainsi que 4 civils. L'attaque a été conduite deux jours seulement après un autre assaut qui avait tué 7 policiers près de la frontière avec le Mali et le Niger, selon un reportage d'Al Jazeera.

Le 22 janvier 2022, des manifestations violentes secouent la capitale de Ouagadougou et la ville de Bobo-Dioulasso. Les manifestants protestent contre l'environnement sécuritaire en désintégration, selon un reportage de l'International Crisis Group. Un jour plus tard, des coups de feu sont tirés dans plusieurs casernes et les soldats postés au camp Sangoulé-Lamizana publient une liste d'exigences, en demandant plus de soldats et de matériel pour combattre les groupes extrémistes, une meilleure prise en charge des blessés et un soutien aux familles des soldats tués au combat, entre autres.

Plus tard ce même jour, alors que le calme semble être restauré, les manifestants se répandent dans les rues de la capitale pour soutenir les soldats. Certains gendarmes et d'autres qui étaient restés fidèles au président Roch Marc Christian Kaboré se joignent aux rebelles. Des attaques sont menées contre la résidence du président et, à la fin de la journée suivante, il est forcé de démissionner. Le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba prend le pouvoir en tant que président du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration, le comité directeur de la junte militaire.

Le colonel malien Assimi Goïta est président par intérim du Mali depuis qu'il a renversé le gouvernement le 24 mai 2021. AFP/GETTY IMAGES

Toutefois, le régime Damiba est écourté le 30 septembre 2022 lorsque le capitaine Ibrahim Traoré le renverse dans un autre coup d'État. Comme on pouvait s'y attendre, ce putsch se produit lorsque le colonel Damiba est accusé par les forces de sécurité de ne pas avoir réduit la violence extrémiste qui continue dans le pays.



Un immeuble incendié et pillé est photographié à Bamako (Mali) le 19 août 2020, le matin suivant l'arrestation du président Ibrahim Boubacar Keïta et du Premier ministre Boubou Cissé par des soldats rebelles. AFP/GETTY IMAGES

La situation au Burkina Faso est emblématique des problèmes qui affectent aussi le Mali. Ces problèmes y ont conduit récemment à deux coups d'État. Ils sont aussi la cause d'une tentative de coup d'État au Niger, leur voisin de l'Est. En fait, le Sahel est depuis des années un foyer de violence extrémiste.

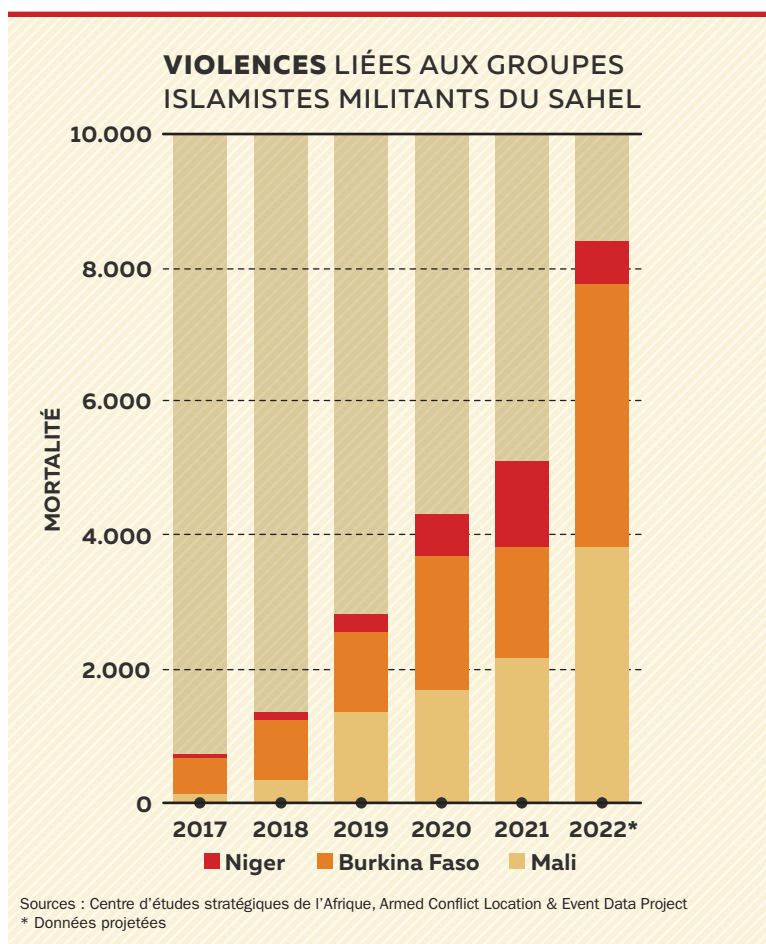
Selon un rapport de janvier 2022 publié par le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), « le doublement approximatif de la violence liée aux groupes islamistes militants du Sahel en 2021 (de 1.180 incidents à 2.005) souligne la menace de sécurité qui croît rapidement dans cette région. Cette hausse est le changement le plus important dans tous les théâtres de violence des groupes islamistes militants en Afrique et elle éclipse une baisse de 30 % en moyenne des activités violentes dans le bassin du lac Tchad, le Nord du Mozambique et l'Afrique du Nord. »

L'insécurité conduit inévitablement à l'instabilité : le Sahel est un exemple frappant de cet axiome. En outre, dans certains pays, l'instabilité et les coups d'État sont dus à des leaders qui



Le colonel malien Malick Diaw (au centre) est l'un des deux putschistes qui ont suivi une formation en Russie.

AFF/GETTY IMAGES



refusent de suivre les règles des constitutions nationales et des lois. C'était le cas en Guinée en 2021 lorsque le président Alpha Condé a modifié la constitution de son pays pour briguer illégalement un troisième mandat.

« Bien qu'il ait été initialement le premier leader guinéen à remporter des élections démocratiques en 2010, son coup de force, accompagné de corruption et d'une profonde inégalité, a apparemment incité les forces armées à prendre le pouvoir en septembre dernier », selon un reportage de Vox en février 2022.

L'examen du nombre croissant de coups d'État en Afrique de l'Ouest et au Sahel révèle des facteurs communs : manque de gouvernance efficace ou légale, interférence par des acteurs extérieurs tels que la Russie et son organisation mercenaire du groupe Wagner, et violence extrémiste.

L'INGÉRENCE ET LA MAUVAISE GOUVERNANCE

Les coups d'État peuvent être attribués à des facteurs intérieurs et extérieurs, selon Muhammad Dan Suleiman, associé de recherche à l'université d'Australie-Occidentale, et Hakeem Onapajo, maître de conférences principal à l'université du Nil (Nigeria).

« Les carences de gouvernance, la non-réalisation des droits citoyens, la frustration du grand public (des jeunes pour la plupart) et l'insécurité croissante sont parmi les causes intérieures principales », écrivent-ils.

Bien que la démocratie se soit développée en Afrique de l'Ouest, elle reste « superficielle » et définie par des élections périodiques qui omettent « les ingrédients cruciaux de la démocratie, notamment la participation éclairée et active, le respect de l'état de droit, l'indépendance du pouvoir judiciaire et les libertés civiles », écrivent-ils. Parfois, les citoyens préfèrent certains partis au pouvoir parce qu'ils ont peur, et les présidents du continent modifient souvent leur constitution pour prolonger leur mandat, écrivent-ils dans un article publié dans *The Conversation*.

Les facteurs extérieurs qui conduisent aux coups d'État possèdent souvent des « empreintes étrangères », selon eux.

Un rapport de septembre 2020 par le chercheur Samuel Ramani du Foreign Policy Research Institute indique qu'il existe une certaine connexion entre la Russie et ceux qui ont exécuté le premier coup d'État au Mali. Ce chercheur écrit que deux des putschistes, Malick Diaw et Sadio Camara, avaient suivi une formation au Haut Collège militaire de Moscou avant le coup d'État de 2020.

Malgré son refus de toute culpabilité liée au coup d'État initial, la Russie se trouvait prête à en bénéficier, et on peut affirmer qu'elle l'a déjà

fait. Le Kremlin a conclu un accord de coopération militaire avec le Mali en 2019. Le Dr Ramani écrit que cela a renforcé les liens avec le personnel militaire malien qui était partisan de la prise de pouvoir. Cela s'est aussi produit à un moment où les Maliens éprouvaient une lassitude des opérations anti-terroristes françaises et souhaitaient s'associer aux Russes.

« Aux manifestations de la Place de l'Indépendance de Bamako après le coup d'État, on a vu des manifestants qui brandissaient des drapeaux russes et tenaient des affiches remerciant la Russie pour sa solidarité avec le Mali », écrit le Dr Ramani.

La Russie a aussi semé le doute au pays voisin du Burkina Faso lorsque l'armée y a pris le pouvoir. Dans l'année précédant le coup d'État de 2020 au Mali, la Russie a soutenu des efforts de désinformation qui ont sapé l'autorité du président Ibrahim Boubakar Keïta, écrit Joseph Siegle, directeur de recherche du CESA, pour l'Institut (italien) pour les études de politique internationale en décembre 2021.

« Ces messages ont contribué aux manifestations d'opposition contre Keïta qui furent utilisées pour justifier le coup d'État », écrit le Dr Siegle.

Les putschistes recherchent une validation extérieure pour compenser leur manque de légitimité chez eux, écrit-il. Peu après sa prise de pouvoir, la junta militaire malienne a autorisé les mercenaires du groupe Wagner de Russie à intervenir dans le pays,

Un homme lie des branches d'arbre pour construire une tente dans le camp de réfugiés de Mbera (Mauritanie), où vivent des milliers de Maliens qui se sont enfuis de chez eux.

AFF/GETTY IMAGES





Un panneau montre l'image en lambeaux de l'ex-président Alpha Condé de Guinée, qui a été renversé dans un coup d'État en septembre 2021.

AFP/GETTY IMAGES



L'Institut français de Ouagadougou a été attaqué après le deuxième coup d'État du Burkina Faso en moins d'un an, le 30 septembre 2022.

AFP/GETTY IMAGES

ostensiblement pour aider à enrayer la vague de violence extrémiste. Cette action est un échec tactique et stratégique qui a servi à terroriser encore plus le peuple malien, comme le confirment plusieurs récits.

LA VIOLENCE CONTINUE

Un rapport du CESA publié en juillet 2022 par Michael Shurkin, directeur des programmes mondiaux chez 14 North Strategies, prédisait que le nombre de victimes liées à l'ensemble de la violence islamiste militante dans les pays sahéliens du Burkina Faso, du Mali et du Niger allait presque doubler en 2022, comparé aux chiffres de 2021.

Rien qu'au Mali, les conditions sont encore plus graves. Selon un rapport du CESA en date du 29 août 2022, la violence extrémiste se rapproche de plus en plus de Bamako, la capitale du pays, depuis que l'armée a saisi le pouvoir en 2020. Cette avancée s'accompagne d'un nombre croissant de victimes, en particulier chez les civils. « Les groupes islamistes militants ont tué approximativement trois fois plus de gens en 2022 qu'en 2021 par suite de violences contre les civils, déclare le rapport. Il y a eu plus de victimes civiles dans chacun des deux premiers trimestres de 2022 que pendant toute année précédente. »

Toute tentative des putschistes visant à justifier leur mandat par la fourniture d'une meilleure sécurité sonne faux, en particulier au Burkina Faso et au Mali. Les coups d'État ne présentent aucun signe d'amélioration des conditions de sécurité. En fait, il semblerait que ce soit le contraire.

« Les coups d'État militaires du Mali et du Burkina Faso... ont détourné du combat l'attention et les ressources précieuses, ce qui a permis aux militants de se renforcer et de croître », écrit le Dr Shurkin.

Depuis les coups d'État et l'arrivée de Wagner, les extrémistes du Mali sont devenus plus audacieux. Dans leur avancée vers Bamako, les militants du Front de libération du Macina ont tiré au lance-roquettes sur l'aéroport de Mopti Ambodédjo, centre de transport crucial pour la mission de maintien de la paix des Nations unies dans ce pays, selon le rapport du CESA publié en août 2022.

« En ce qui concerne le calendrier, la violence extrémiste est pire dans chaque trimestre depuis le coup d'État militaire, comparé à tout trimestre précédant le putsch », selon le rapport du CESA.

Aujourd'hui, même les forces russes du groupe Wagner commettent des agressions. Les mercenaires offrent un soutien en échange de concessions minières. Dans le cas du Mali, cela se traduit par l'accès à l'or. Depuis leur entrée dans le pays à la fin 2021, les combattants de Wagner ont été accusés de piller les villages et d'exécuter des centaines de civils.

Les responsables militaires maliens eux-mêmes semblent être arrivés à comprendre la détérioration de la situation dans le pays. Vers la mi-septembre 2022, le général El Hadj Ag Gamou a dressé un tableau sombre pour les civils vivant dans le village de Djébock dans le Nord du pays et dans les zones situées entre Gao et Talataye.

« Il n'y a pas de forces armées ni aucune autre force qui puisse garantir la sécurité de la population dans ces régions », a-t-il déclaré lors d'un message audio en tamasheq, selon l'Agence France-Presse. Le message a été propagé sur WhatsApp.

Le général Gamou a exhorté les civils de ces zones à s'enfuir et s'installer « dans les grandes villes pour leur sécurité ».

« L'ennemi est certain de saisir le contrôle de ces régions parce qu'elles n'ont pas de sécurité qui pourrait les arrêter. » □



Les moments de DÉCISION

L'éducation, la formation et
le mentorat peuvent conduire
à des décisions éthiques

PERSONNEL D'ADF

Depuis des siècles, les experts étudient comment préparer au mieux les soldats pour qu'ils prennent des décisions éthiques. Pourquoi certaines unités choisissent-elles d'enfreindre les lois ou de commettre des abus contre les civils ? Pourquoi d'autres choisissent-ils de prendre des risques pour sauver une vie ? À l'extrême, pourquoi certains soldats planifientils et exécutent-ils des coups d'État alors que d'autres refusent résolument de s'impliquer dans la politique ?

Pour ceux qui ont essayé de former des soldats éthiques, un mot résume la démarche : le professionnalisme. Certains militaires incarnent les plus hautes valeurs de leur profession tandis que d'autres ne les satisfont pas.

« Il est impératif que les institutions des forces armées soient professionnalisées par la formation et l'éducation de façon que l'armée puisse comprendre sa place dans la société et comprendre qu'elle a un rôle très important à jouer pour maintenir la stabilité dans le pays », déclare le général Robert Kibochi, chef des Forces de défense du Kenya, à ADF.



Un officier militaire affecté en Somalie participe à une formation sur la protection des civils, les droits de l'homme et les questions liées au genre. AMISOM

La création de cette culture professionnelle n'est pas toujours facile. Les forces armées utilisent différentes stratégies pour intégrer l'éthique dans leur formation et construire une culture durable qui met l'accent sur le respect de l'état de droit.

L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE

Les établissements EMP (éducation militaire professionnelle) peuvent aider à inculquer une culture éthique au sein des forces armées. Selon une étude du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), il peut exister un lien entre les établissements EMP et la prévention des coups d'État. L'étude du CESA a découvert qu'aucun des quatre pays d'Afrique de l'Ouest qui ont subi un coup d'État depuis 2020 (Burkina Faso, Guinée, Mali et Tchad) n'avait de collège de la guerre ou de collège de la défense. Seul le Mali avait un collège de commandement et d'état-major.

Certains militaires professionnels pensent qu'il existe un lien entre les valeurs enseignées dans ces établissements et le respect de l'ordre constitutionnel et de l'état de droit.

« L'éducation militaire professionnelle aide à façonner des leaders stratégiques qui ont des aptitudes de prise de décision et de leadership stratégique », déclare le général de brigade Daniel Kuwali, commandant du Collège de la défense du Malawi. « Ceci se propage vers le bas aux soldats que vous commandez. »

Le général Kuwali déclare que les officiers militaires bien éduqués ont les outils nécessaires pour commander des unités disciplinées.

« De cette façon, vous avez tendance à développer un esprit de corps pour prendre des décisions qui sont transparentes et responsables. Vous travaillez en équipe, dit-il à ADF. Vos soldats ne peuvent pas vous contourner pour prendre le contrôle du gouvernement parce qu'ils vous respectent. Ils ont des méthodes pour résoudre les conflits. »

D'autres mettent en garde contre un lien direct qui existerait entre l'EMP et la prévention des coups d'État. Le Dr Kwesi Aning, professeur invité de l'université d'Uppsala en Suède, déclare que la hausse récente des coups d'État est un produit des échecs de la classe politique d'Afrique de l'Ouest pour satisfaire à ses promesses et gouverner. Il pense que les coups d'État continueront jusqu'à ce que cela soit corrigé.

EN HAUT : Un formateur de la mission de maintien de la paix des Nations unies en République centrafricaine enseigne une classe pour les membres des forces armées du pays. MINUSCA

Des formateurs enseignent aux recrues des forces armées de la République démocratique du Congo comment empêcher les abus des droits de l'homme et protéger les populations vulnérables. MONUSCO





« L'EMP est nécessaire mais elle n'érige pas de rempart contre les coups d'État, dit-il à ADF. La recrudescence des coups d'État reflète l'échec de gouvernance des états d'Afrique de l'Ouest et cela n'est pas encore fini. »

L'ÉTHIQUE DANS LA FORMATION SUR LE TERRAIN

L'éthique n'est pas seulement apprise et renforcée en salle de classe. Les exercices de formation avant déploiement et de formation sur le terrain dupliquent fréquemment des scénarios d'éthique du monde réel.

Dans un scénario de formation, un soldat pourrait être entouré par une foule hostile. Dans un autre, une soldate pourrait devoir pondérer le risque de victimes civiles par rapport à la neutralisation d'une cible de grande valeur.

« Le but est d'habituer le personnel militaire à intégrer ces réflexions morales dans l'exécution des actions tactiques sur le terrain, parmi les difficultés, sous la pression du temps, de la météo et du véritable stress », écrit le général de brigade français Benoît Royal dans son essai intitulé « L'éthique militaire : de la théorie à la pratique ». « Le comportement d'un soldat au combat doit être constamment influencé par l'esprit et les valeurs noyaux que nous lui avons enseignés. »

Le meilleur type de formation simule des facteurs de stress tels que la privation du sommeil, les périodes horaires courtes et les informations incomplètes du champ de bataille.

« On demande au personnel militaire de prendre des décisions morales dans certaines conditions parmi les plus difficiles », écrivent les chercheurs Megan Thompson et Rakesh Jetly dans l'article intitulé « La formation éthique du champ de bataille : intégrer des scénarios éthiques dans les exercices militaires de terrain de haute intensité ».

Ces chercheurs déclarent que de telles situations sont moralement troubles. Un soldat pourrait devoir évaluer des valeurs conflictuelles conduisant à des choix différents. Il pourrait aussi confronter une situation dans laquelle tous les choix possibles nuiront aux civils ou à des collègues. La décision correcte est rarement évidente.

« Ensemble, ces facteurs peuvent créer "l'ambiance psychologique menaçante du combat" »

Mais si une telle formation est limitée à des modules précédant le déploiement ou des exercices annuels, elle ne sera pas satisfaisante, déclarent les experts. Elle doit être renforcée pendant toute la carrière des soldats et devenir plus complexe lorsqu'ils montent en grade.

Dans les opérations de maintien de la paix, déclare le Dr Aning, la formation doit être un



processus cyclique qui inclut les leçons apprises sur le terrain.

« Lorsque cette formation est bien faite, elle devient une situation “gagnant-gagnant”, à la fois pour le pays contributeur de soldats et ses forces armées, et pour le pays hôte. Puis les leçons peuvent être transmises. Je crois beaucoup à la mise à jour des programmes d’enseignement et je les soutiens, mais ces programmes doivent être polyvalents et répondre à l’évolution des besoins de l’environnement du maintien de la paix. »

Les formateurs devraient aussi recueillir des informations sur la façon dont les connaissances sont absorbées et utilisées sur le terrain. « Nous devons développer une boucle de réaction, déclare le Dr Aning. Comment le personnel en uniforme

comprend-il ce qui a été enseigné ? Comment l’applique-t-il ? Comment répond-il à la réaction et l’emploie-t-il dans le cadre du processus éducatif ? »

LA MODÉLISATION DE L’ÉTHIQUE

Le comportement éthique n’est pas seulement enseigné ; il est modélisé. De nombreux professionnels militaires mentionnent des mentors ou des modèles qui ont été cruciaux dans leur développement professionnel.

Dans son manuel du leadership, l’Armée de terre des États-Unis encourage le développement des relations de mentorat sur toute la carrière. Une étude exhaustive des sous-officiers de haut rang et des officiers a découvert que 84 % signalaient avoir eu un mentor pendant leur



Un policier de l'Union africaine en Somalie offre un goûter à des enfants alors qu'il patrouille à pied dans Mogadiscio. AMISOM

carrière. Il n'est pas nécessaire qu'ils aient une relation hiérarchique : ils peuvent être des pairs.

« Un conseiller de confiance joue un rôle important dans le façonnement du caractère et du développement d'un soldat, selon l'Armée de terre américaine. Les mentors peuvent prêter assistance à différentes étapes de la carrière d'un soldat : depuis le jeune soldat essayant de devenir sous-officier jusqu'au moment où il est prêt à prendre sa retraite et entrer dans la vie civile. »

En outre, l'enseignement n'est pas à sens unique. « Les mentors apprennent aussi auprès de leurs protégés ; un protégé peut être un leader sans même le réaliser », déclare Cris Arduser, chef de projet pour le programme de mentorat du commandement logistique de l'Armée de terre des États-Unis. « Une partie du

travail du mentor consiste à aider le protégé à réaliser les aptitudes de leadership qu'il possède déjà et comment travailler avec ces aptitudes pour créer son propre style de leadership. »

TRAITÉ COMME UN PROFESSIONNEL

Lorsqu'une carence de professionnalisme ou un manquement à l'éthique se produit, il n'est en général pas isolé. Il fait partie d'une défaillance du système. Les soldats qui pillent ou acceptent des pots-de-vin déclarent souvent qu'ils n'ont pas été bien payés. Les soldats qui abandonnent leur poste ou refusent d'obéir aux ordres se plaignent parfois d'être sous-équipés. Et ceux qui sabotent la chaîne de commandement se plaignent que le processus de sélection pour les promotions est corrompu ou inéquitable.

Dans les pays où des coups d'État se sont produits, déclare le Dr Aning, le recrutement ou les promotions sont fréquemment liés à l'ethnicité ou l'appartenance politique. Ceci a un effet corrosif sur les forces armées.

« Au cours du temps, la morale institutionnelle est sapée. Les prises de décisions et les appartenances politiques commencent à jouer un rôle crucial. Et finalement cette relation organique entre le leadership politique et les institutions militaires commence à se désintégrer. »

Un système cassé peut conduire à des comportements contraires à l'éthique des soldats.

« Beaucoup de gens au sein des forces armées commencent à ressentir que ceux qui devraient les commander ne parlent pas en leur nom, déclare le Dr Aning. Ils sont plus concernés par ce qu'ils disent pour leurs dirigeants politiques. Et lorsque cette rupture se produit intérieurement au sein des forces armées, les questions de commandement et de contrôle commencent alors à se détériorer, les questions de manque de respect pour l'autorité civile commencent à se détériorer. »

Les experts en déontologie pensent que l'état a une obligation envers ses soldats, tout comme les soldats en ont une envers l'état.

« Aux forces armées est confié le pouvoir de la violence par l'état qu'elles défendent », écrit Kula Ishmael Theletsane de l'université Stellenbosch (Afrique du Sud). « L'état doit donc pouvoir faire confiance dans ses forces armées pour qu'elles assument sa sécurité. Alors que les forces armées agissent avec l'autorité de l'état, l'image de l'état dépend aussi de la réputation internationale des forces armées. »

Une formation d'éthique pendant toute la carrière aide les soldats à prendre ces décisions, en particulier dans les missions complexes de maintien de la paix, d'assistance humanitaire et de contre-insurrection.

« Les chefs militaires doivent être capables de passer sciemment de l'application de la force de coercition à l'emploi d'une force limitée, de la sécurisation des intérêts de la nation à celle des intérêts de la communauté internationale, écrit le professeur Theletsane. L'éthique prépare les officiers à commander les forces armées dans ces situations ambiguës. » □





CAPORAL-CHEF CYDNIE WILLIAMS/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

LE DÉVELOPPEMENT DES LIENS DE CONFIANCE **GRÂCE AUX SOINS DE SANTÉ**

PERSONNEL D'ADF

Les militaires professionnels sont concernés par le bien-être de leurs compatriotes. Le personnel militaire peut démontrer son engagement grâce aux programmes médicaux d'action civique (MEDCAP). Ces programmes sont généralement réalisés pendant une formation ou des missions de maintien de la paix conjointes ou multilatérales. Ils servent de cliniques temporaires sur le terrain pour fournir des services médicaux aux populations locales. Le 31 août 2022, le personnel du 6ème bataillon d'infanterie des Forces armées du Ghana a participé à un MEDCAP à Yendi (Ghana) où les soldats tels que cet infirmier ghanéen procède à des examens oculaires et d'autres services.



LES COUPURES DE L'INTERNET ATTEIGNENT RAREMENT LEURS OBJECTIFS

L'HISTOIRE RÉCENTE MONTRE QUE LES ARRÊTS ET LA CENSURE FONT MONTER LA COLÈRE ET L'INSTABILITÉ

PERSONNEL D'ADF

Lorsque la guerre a éclaté dans la région du Tigré au Nord de l'Éthiopie en 2020, le Premier ministre Abiy Ahmed a rapidement ordonné la coupure des connexions Internet et téléphoniques de la région.

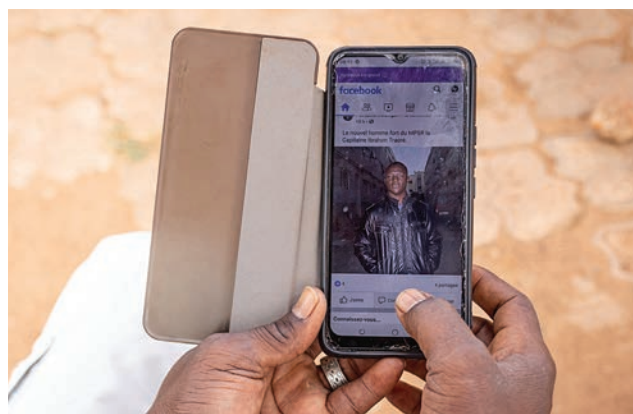
Ce décret a imposé un embargo sur l'information dans le Tigré, en rendant presque impossible pour le reste du pays et le monde de savoir ce qui s'y passait, alors que les combats et les violations des droits de l'homme augmentaient.

Le décret du Premier ministre était contraire aux progrès de la démocratie dans le pays. Il a aussi servi de catalyseur pour intensifier les manifestations et les combats.

« C'est comme s'ils étaient remontés trente ans en arrière », déclare Eyassu Gebreanenia, résident de la ville tigréenne de Mekele, à Reuters. « Les gens souffrent, mais vous pourriez l'ignorer car nous sommes coupés du reste du monde. C'est très déprimant. »

Depuis le début du mandat d'Abiy Ahmed en 2018, l'Éthiopie subit de multiples coupures d'Internet, dont huit en 2019 seulement. Ces arrêts sont souvent justifiés par la mention des besoins de la sécurité nationale ou la lutte contre le terrorisme, raisons contestées par les groupes de défense des droits humains.

Le Premier ministre n'est pas le seul à employer les coupures de l'Internet contre ses citoyens. Depuis que la Guinée est devenue le premier pays africain



Un Burkinabé utilise son téléphone mobile pour obtenir des informations sur le coup d'État dans ce pays. AFP/GETTY IMAGES

à imposer une coupure de l'Internet en 2007, des coupures complètes ou partielles, ou le ralentissement délibéré de l'accès appelé « throttling » [étranglement], sont devenus courants. Dans bien des cas, les responsables emploient ces tactiques pour prendre le contrôle, en particulier en cas de manifestations ou de troubles civils, ou pour réprimer les adversaires politiques.

Selon SurfShark, organisme de défense de la liberté de l'Internet, 80 % des Africains ont ressenti l'impact des coupures Internet ou des réseaux sociaux au cours des



dernières années. Parmi les 90 interruptions enregistrées par SurfShark en Afrique, 66 sont liées à des manifestations, ou ce que le groupe appelle l'agitation politique.

Les défenseurs de l'Internet ont une expression pour désigner ces tactiques en ligne : la répression numérique.

DES EFFETS IMPRÉVISIBLES

Les coupures de l'Internet font écho à la pratique vieille de plusieurs décennies consistant à étouffer les protestations en mettant à l'arrêt les stations de diffusion et clôturant les organes de presse. Mais les coupures modernes ont un impact encore plus grand que ces tactiques du passé.

« Les coupures de réseau déclenchent une série d'effets de domino, souvent imprévisibles, sur les droits de l'homme et le développement économique », écrivent les chercheurs Moses Karanja et Nicholas Opiyo. Avec Jan Rydzak, ils sont co-auteurs d'un article sur les coupures de l'Internet et les manifestations qui a été publié récemment dans l'International Journal of Communications.

En interrompant le commerce en ligne, les coupures d'Internet peuvent faire perdre des milliards de dollars aux économies nationales. L'analyste en ligne NetBlocks estime que le blocage de Twitter par le président nigérian Muhammadu Buhari en 2021 a fait perdre au pays 1,6 milliard de dollars sous forme de pertes économiques et a bloqué l'accès à des informations de santé

Une Algérienne achète des journaux à Alger. De récents antécédents montrent que les efforts des gouvernements pour réduire au silence les agences médiatiques indépendantes et limiter la liberté d'expression sont inefficaces et impopulaires. REUTERS

vitales liées à la pandémie de Covid-19.

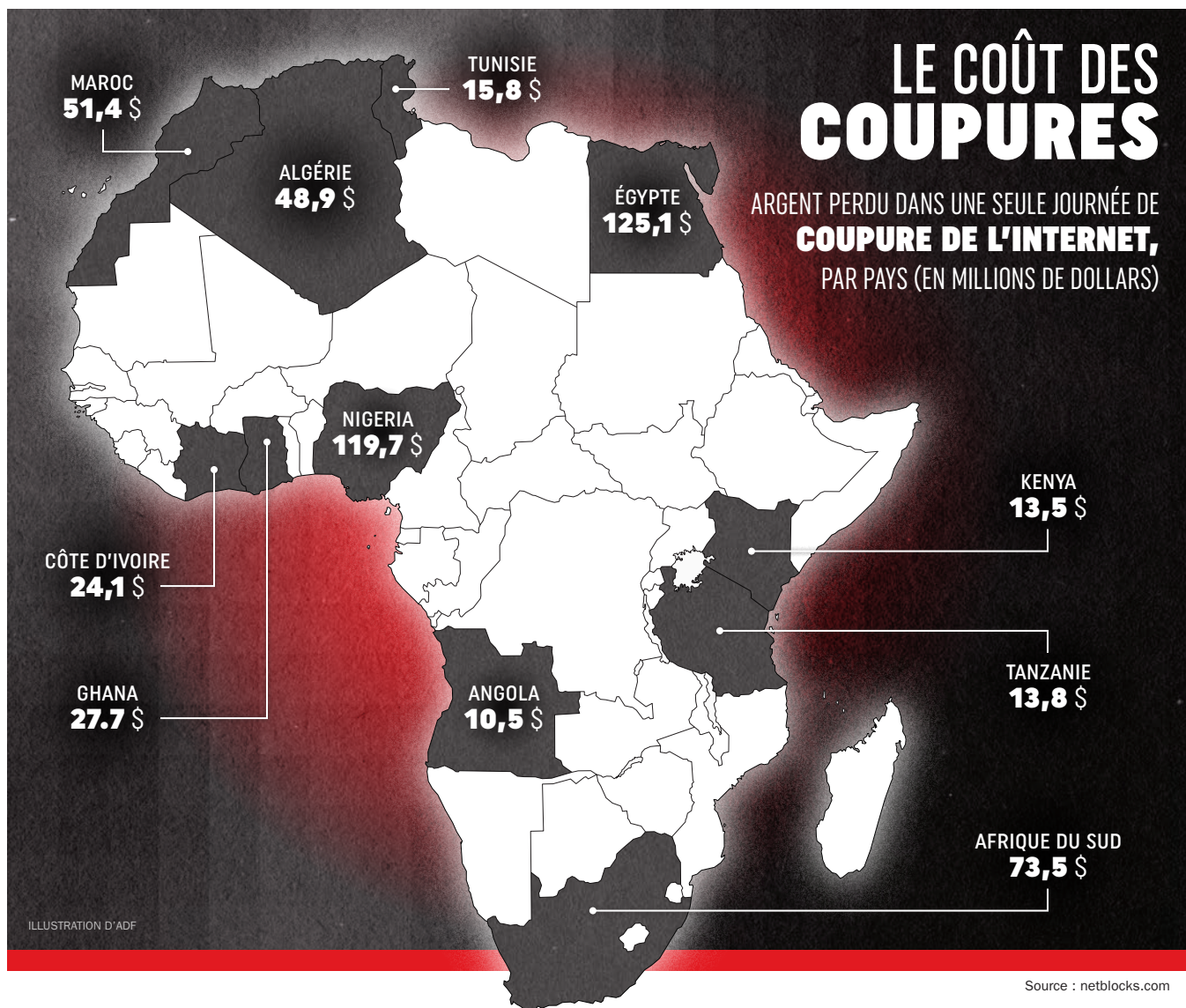
Les pertes commerciales et les perturbations de la vie quotidienne peuvent avoir comme effet secondaire la montée des mouvements protestataires, au lieu de les arrêter.

Pendant l'une des trois coupures de l'Internet au Burkina Faso en 2021, l'étudiant universitaire Ali Dayorgo a déclaré à Voice of America que ces arrêts l'avaient empêché de travailler et l'avaient rendu plus favorable aux manifestations qui se produisaient contre le gouvernement de l'époque.

« Je ressens la colère des jeunes », a déclaré Ali Dayorgo.

Dans son rejet d'une forme de répression numérique, le Haut Tribunal du Zimbabwe a annulé la coupure de l'Internet par le gouvernement au début 2019, conçue pour étouffer les protestations concernant la hausse du prix du carburant.

Le tribunal a décidé que le gouvernement n'avait pas l'autorité d'effectuer une coupure, qui avait été imposée pour censurer les actualités concernant la réponse brutale du gouvernement aux manifestations, selon les opposants.



DES STRATÉGIES PLUS ASTUCIEUSES

Alors que les leaders comprennent les effets négatifs des coupures d'Internet généralisées, ils prennent des mesures plus subtiles pour exercer le contrôle et supprimer la dissidence.

Les lois anti-terroristes deviennent de plus en plus la méthode préférée par les chefs autoritaires pour surveiller l'utilisation de l'Internet par les citoyens, suivre leurs mouvements et dans certains cas agir contre leur opposition politique, actions que dénoncent les défenseurs de l'Internet comme une violation du droit à la vie privée et des droits de l'homme.

« Plusieurs gouvernements africains ont adopté l'autoritarisme numérique caractérisé par des mesures agressives et sophistiquées qui limitent les libertés de l'Internet », écrit le chercheur Paul Kimumwe dans un rapport par la Collaboration sur la politique internationale ICT pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (CIPESA).

L'adoption rapide de la technologie numérique par l'Afrique s'est révélée être une lame à double tranchant, selon lui. Alors même que la numérisation améliore la



Les gouvernements peuvent entreprendre des efforts de censure en limitant le flux d'information des smartphones. AFP/GETTY IMAGES

capacité d'apprendre, de gagner de l'argent et de s'organiser, elle donne aussi aux gouvernements davantage d'outils pour surveiller leurs citoyens, souvent grâce à l'automatisation, 24 heures sur 24.

« Bien que la surveillance de l'état ne soit pas



**LES COUPURES DE L'INTERNET PEUVENT INCITER LES
GENS À RENFORCER LEURS RÉSEAUX HORS LIGNE
POUR OBTENIR DES INFORMATIONS ET, EN CAS DE
PROTESTATIONS, POUR INTENSIFIER LA RÉSISTANCE.**



nouvelle, elle s'est développée considérablement avec l'augmentation de la numérisation », écrit-il dans le rapport de CIPESA.

Le Lesotho, le Mozambique, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie ont adopté des lois conçues pour confronter le crime et le terrorisme en ligne, mais qui facilitent aussi le suivi et la répression des activités légitimes par les gouvernements, selon M. Kimumwe.

Le Lesotho par exemple exige que les fournisseurs de services Internet canalisent le trafic Internet à travers l'autorité de communication du pays, où il peut être surveillé en temps réel. Cette action perpétue la violation par le gouvernement du droit à la vie privée des citoyens, écrit-il.

En Ouganda et en Zambie, les responsables des entreprises qui ne se conforment pas aux lois sur les communications font face à de fortes amendes et à des peines de prison. Ce type de pénalité peut forcer les fournisseurs de services à se soumettre, même s'ils pensent que ces demandes sont légalement questionnables.

Avec la propagation rapide de la technologie mobile, les gouvernements deviennent plus astucieux dans leurs approches concernant les coupures de l'Internet.

Plutôt que d'imposer des blocages généralisés, les gouvernements peuvent maintenant cibler certains types de technologie dans leurs efforts de censure. Ils peuvent restreindre le flux d'information reçu et émis par les smartphones des manifestants sans limiter les ordinateurs de bureau des entreprises.

« Le throttling peut être attribué au désir d'éviter l'outrage social et les réactions politiques causées par la perturbation de la connectivité tout en limitant ce qui peut être réalisé sur les plateformes », écrivent les co-auteurs.

UN SIGNE DE FAIBLESSE

Les analystes déclarent que l'évolution de la répression numérique révèle une simple vérité : les coupures et la censure politiquement motivée sont une indication de la faiblesse d'un gouvernement.

Les gouvernements faibles répriment les activités en ligne qu'ils n'aiment tout simplement pas, selon Stephen Feldstein, auteur du livre de 2021 intitulé « La montée de la répression numérique », dans lequel il adresse la censure numérique dans le monde.

Un facteur important permettant de prédire la répression numérique est le style de gouvernement, selon lui.

« Plus le régime est autoritaire, plus il est probable qu'il s'appuiera sur ces techniques », a-t-il déclaré lors d'une discussion sur la répression numérique conduite par le Carnegie Endowment for International Peace.

Paradoxalement, les gouvernements qui limitent la

vie électronique de leurs citoyens savent leur propre autorité en incitant les gens à chercher des moyens de contourner les coupures.

Ce fut le cas pour la coupure de Twitter au Nigeria. Des milliers d'utilisateurs de Twitter contournèrent la coupure en utilisant des réseaux privés virtuels (VPN) pour accéder à l'Internet par d'autres filières.

Des coupures généralisées des réseaux sociaux au Cameroun (93 jours) et au Tchad (16 mois) n'ont pas empêché les gens à les contourner pour qu'ils les révèlent au monde et à exiger un changement.



L'accès à l'Internet est un outil de communication essentiel dans les entreprises et les établissements pédagogiques. AFP/GETTY IMAGES

Les coupures de l'Internet peuvent inciter les gens à renforcer leurs réseaux hors ligne pour obtenir des informations et, en cas de protestations, pour intensifier la résistance. En refusant aux gens un espace en ligne pour qu'ils expriment leurs opinions, les gouvernements autoritaires pourraient en fait pousser ces énergies dans les rues où elles pourraient provoquer la violence.

La coupure des réseaux sociaux en Éthiopie, qui ciblait les régions d'Amhara et d'Oromia en 2017, « a échoué complètement à entraver les modes de protestation qui l'avaient causée », notent les chercheurs. Au lieu de cela, en forçant les manifestants hors ligne, les coupures se sont accompagnées d'une hausse des affrontements ethniques.

Au lieu d'adopter une approche antagoniste à l'utilisation de l'Internet par les citoyens, les experts des communications déclarent que les gouvernements africains pourraient collaborer sur l'adoption de lois qui protègent la liberté d'expression et l'accès à l'information tout en bloquant les groupes terroristes et les menaces à la stabilité.

Le gain à court terme obtenu par le throttling ou la coupure de l'Internet est éclipsé par les dommages économiques et les perturbations sociales provoqués par ces actions, déclarent-ils.

« La coupure des réseaux de communication ne garantit pas que les manifestations cesseront », selon eux. □

Des manifestants se réunissent pour protester contre la censure à Alger (Algérie) en 2019. AFP/GETTY IMAGES

LE SERVICE

par

PRINCIPE



LE MÉRITE, LES RELATIONS CIVILO-MILITAIRES ROBUSTES ET UN MANQUE DE CORRUPTION SONT CRUCIAUX POUR ÉVITER LES COUPS D'ÉTAT

PERSONNEL D'ADF

Les coups d'État ou leurs tentatives sont en recrudescence sur le continent au cours des dernières années. Face à la violence extrémiste, l'interférence extérieure et l'instabilité politique, les forces armées peuvent empêcher les coups d'État en renforçant leurs principes professionnels.

Ces principes sont le fondement qui aide les forces de sécurité à préserver la paix et soutenir la gouvernance démocratique depuis longtemps dans un très grand nombre de pays.

Bien que la prévention d'un changement anti-constitutionnel de gouvernement ne soit garantie pour aucun pays, il existe certaines mesures de réforme du secteur de la sécurité que les organisations peuvent adopter pour réduire la probabilité d'un coup d'État.

La liste ci-dessous énumère les recommandations des experts sur les initiatives de réforme qui peuvent être mises en œuvre pour instaurer la stabilité et le professionnalisme dans les casernes et réduire la probabilité d'un coup d'État militaire. Cette liste n'est certainement pas complète, mais si les recommandations sont collectivement suivies, elles pourront aider les pays à préserver une gouvernance civile robuste et éviter de tomber dans le « piège du coup d'État ».

NOMMER LES GÉNÉRAUX EN FONCTION DE LEUR MÉRITE :

Lorsque les leaders nomment aux premiers rangs de leurs forces armées des politiciens qui agissent comme fonctionnaires, cela peut conduire à un ressentiment parmi les gradés. Les généraux et les officiers de haut rang qui montent en grade en fonction de leur expérience, mérite et longévité auront plus probablement le respect des subalternes. Ils feront aussi attention aux doléances institutionnelles avant qu'elles n'atteignent le niveau d'un coup d'État.

En outre, lorsque les commandants de division sont choisis à cause de leur politique, ethnicité ou situation financière, le processus de promotion et la culture de l'institution militaire sont sapés. L'armée reçoit aussi le message que les généraux servent à des fins politiques, plutôt que celles de la sécurité nationale. Choisir des leaders de cette façon peut donner une impression d'incompétence au niveau du haut commandement et



Plus de 1.000 recrues de l'Armée de l'air du Nigeria participent à un défilé de promotion après avoir complété une formation de base au Centre de formation militaire de Kaduna. ARMÉE DE L'AIR DU NIGERIA

d'insatisfaction parmi les officiers subalternes. Certains des plus récents coups d'État sur le continent ont été entrepris par des officiers subalternes qui ont mentionné une insatisfaction à propos des chefs militaires de haut rang dans leur pays.

Une armée politisée envoie au public le message qu'un transfert de pouvoir pacifique par les élections n'est pas possible. « Si les forces armées adoptent une position partisane ou ont une loyauté partisane, les électeurs pourraient supposer raisonnablement que le parti d'opposition ne sera pas capable de contrôler l'armée s'il remporte les élections », écrit Alice Hunt Friend du Center for Strategic & International Studies.

Elle souligne que le public doit savoir que les décisions concernant le financement, la taille et l'emploi des forces armées sont prises en vertu de l'intérêt national, et non pas de la politique partisane. « Les forces armées servent la constitution en obéissant aux responsables civils démocratiquement élus, sans égard pour les partis politiques ou les positions partisans », écrit-elle. « Cette idée appuie le transfert de pouvoir pacifique d'une administration présidentielle à la suivante. »

METTRE FIN À L'ENTASSEMENT

ETHNIQUE : Un sous-groupe plus particulier de nominations politico-militaires néfastes concerne la pratique appelée « l'entassement ethnique ». Selon cette tactique, le leader d'un pays nomme intentionnellement aux premiers rangs de l'armée des officiers de sa propre ethnicité. Il pense qu'en s'entourant de gens comme lui-même, il sera isolé de la responsabilité et des critiques du public. Mais en fait, cette pratique conduit presque inévitablement à la corruption et la mauvaise gouvernance, qui finissent par rendre le chef politique vulnérable.

Les experts ont passé un temps considérable à étudier l'entassement ethnique, en le liant à la répression autoritaire, aux coups d'État et à la violence politique. Un excellent exemple de cette pratique s'est produit dans le pays africain appelé antérieurement le Zaïre, et aujourd'hui la République démocratique du Congo. Mobutu Sese Seko a nommé aux grades d'officiers des Ngbandi originaires de sa région natale de l'Équateur lorsqu'il est entré en fonction comme président en 1965. Lorsque son régime a pris fin trente ans après, les Équatoriens constituaient près de 80 % du corps des officiers. Le mandat de Mobutu Sese Seko a peut-être été prolongé par cette pratique mais son héritage est celui de la corruption, l'exploitation économique et l'inflation incontrôlée.

Le Dr Kristen Harkness, chercheuse à l'université de St Andrews en Écosse, a découvert que lorsque des élections installent un nouveau leader dont l'ethnicité est différente de celle d'une armée existante qui est ethniquement construite, le risque d'un coup d'État militaire passe de moins de 20 % à près de 90 %.

L'entassement ethnique fonctionne uniquement si l'objectif du chef est de se maintenir au pouvoir. Une gouvernance bonne et stable est plus probable avec une armée ethniquement diversifiée qui représente bien la population civile. Le Kenya et l'Afrique du Sud ont respectivement des quotas ethniques et raciaux qui assurent la diversité et la représentation proportionnelle.

RESTER APOLITIQUE : Une autre tactique semblable à l'entassement ethnique et aux nominations politiques sans mérite est la pratique selon laquelle les nouveaux leaders licencient les chefs militaires de haut rang lorsqu'ils entrent en fonction. Les militaires professionnels ne peuvent pas empêcher cela lors d'un changement d'administration politique mais ils peuvent réduire sa probabilité en prenant soin de démontrer une attitude de justice, d'impartialité et de soutien aux autorités civiles.

Les commandants nigériens ont adopté ce soutien avant et après l'attaque de certains bureaux et installations de la Commission électorale



La Force de défense nationale d'Afrique du Sud utilise des quotas raciaux pour assurer la diversité et la représentation proportionnelle. AFP/GETTY IMAGES





Alors que les élections fédérales de 2023 se rapprochaient, l'armée nigériane a averti ses soldats de rester apolitiques. AFP/GETTY IMAGES



Les soldats tunisiens ont refusé d'intervenir pour soutenir le président pendant les manifestations de 2011. GETTY IMAGES

nationale à la fin 2022, dans la période antérieure aux élections nationales de février 2023. Des troubles et des controverses ont précédé le vote, ce qui a incité les commandants et le président Muhammadu Buhari à s'exprimer sur l'importance du soutien de l'état de droit et l'autorité civile par les forces de sécurité.

Le major-général Aminu Chinade du Nigeria, officier général commandant la 2ème division de l'Armée de terre nigériane, a averti les soldats en octobre 2022 de ne pas collaborer avec les politiciens et les partis pour influencer les prochaines élections. Il a déclaré que cela donnerait une mauvaise opinion de l'armée nigériane, selon le site d'actualités en ligne Peoples Gazette basé à Abuja.

« Je suis encouragé par votre comportement et votre conduite professionnelle », a déclaré le général Chinade aux soldats de la 4ème brigade de Benin City, selon Peoples Gazette. « Je voudrais vous implorer d'œuvrer étroitement avec la communauté hôte et de contribuer à la sécurité de la vie et de la propriété dans la région, en particulier pendant cette période électorale. »

Il a ajouté : « Restez apolitiques afin de ne pas nuire à votre carrière. Si vous êtes appelé à agir pendant les élections, vous devez rester neutres et apolitiques. »

Le président Buhari a lui-même envoyé un message similaire à la fin décembre 2022. « J'ai dit très clairement aux agences de sécurité qu'elles sont responsables pour rester apolitiques en permanence. Elles ne doivent en aucune circonstance être impliquées dans quoi que ce soit qui pourrait compromettre le processus démocratique ou donner une mauvaise réputation à leurs institutions et au Nigeria », a-t-il déclaré, selon Voice of Nigeria.

PRIORISER L'ÉDUCATION MILITAIRE

PROFESSIONNELLE : De façon générale, une armée éduquée est une armée plus professionnelle. Le continent possède plus de 118 établissements EMP (éducation

militaire professionnelle), ce qui donne aux pays africains une excellente base sur laquelle améliorer le développement professionnel. Toutefois, certains pays n'ont pas d'établissement EMP et d'autres ont seulement des académies militaires de premier niveau qui offrent une formation et une éducation de base aux soldats et aux officiers. Beaucoup de forces armées dans le monde investissent dans l'EMP sur l'ensemble du parcours de carrière d'un officier pour reconnaître la portée professionnelle étendue et la complexité gagnées avec la montée en grade. L'offre d'opportunités EMP aux niveaux de base, intermédiaire et avancé, dans les écoles d'un pays hôte ou d'un pays partenaire, est une chance de renforcer l'éthique professionnelle et d'inculquer le respect des relations civilo-militaires. Selon un rapport du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), les établissements EMP peuvent renforcer les engagements institutionnels envers la gouvernance démocratique et les relations civilo-militaires robustes. En outre, une EMP adéquate peut renforcer la sécurité citoyenne, établir des visions stratégiques et instaurer un sentiment de service chez les officiers.

Toutefois, le rapport du CESA met l'accent sur le fait que la simple présence d'établissements EMP ne garantit pas le professionnalisme des forces armées. « Plutôt, une plus grande attention est nécessaire pour renforcer les programmes pédagogiques et la culture au sein des EMP sur les valeurs des relations démocratiques civilo-militaires et d'une armée apolitique. Ce faisant, le prestige des établissements EMP pourra être amélioré et les diplômés mériteront l'énorme responsabilité qui leur est confiée de prendre les armes pour protéger les citoyens. »

ÉVITER DE CRÉER DES UNITÉS RENÉGATES :

La création d'unités spéciales d'élite telles que les gardes présidentielles ou les gardes républicaines qui existent hors des structures normales de commandement militaire



Des étudiants nigériens participent à un cours sur les opérations de soutien à la paix au Martin Luther Agwai International Leadership and Peacekeeping Centre à Jaji. MARTIN LUTHER AGWAI INTERNATIONAL LEADERSHIP AND PEACEKEEPING CENTRE

d'un pays suscitent souvent le ressentiment, la confusion et les divisions. Ces entités « sous-étatiques » dépendent souvent du président du pays seulement, et elles deviennent ainsi nuisibles à l'unité nationale en renforçant les loyautés de parti ou d'ethnicité aux dépens de la société dans son ensemble.

En échange d'une fidélité exceptionnelle, les membres des unités spéciales d'élite reçoivent un meilleur traitement, un salaire plus élevé, une formation plus poussée et un matériel plus sophistiqué alors que les militaires subalternes réguliers les contemplent.

Il est ironique que la proximité entre une garde présidentielle ou républicaine et les leaders nationaux, et son manque de responsabilité nationale, en font une force parfaitement placée pour mener à bien un coup d'État si ses membres ont l'impression que leurs opportunités ou leurs pouvoirs sont sur le point de changer.

« La présence des gardes présidentielles est fréquemment un dénominateur commun qui favorise les coups d'État militaires », selon un rapport de 2016 de l'Institut

pour les études de sécurité de l'UE. « En vertu du fait qu'elles dépendent directement des présidents, ces gardes "prétoriennes" sont séparées de la chaîne ordinaire de commandement militaire, ce qui crée des disparités en termes de statut et d'accès au patronage politique. »

Un exemple assez récent de ce phénomène concerne la Tunisie pendant le régime du président Zine el-Abidine Ben Ali, qui s'est enfui lors des manifestations du printemps arabe en 2011. Il privilégiait sa force de police nationale, sa garde présidentielle et sa garde nationale aux dépens des forces armées, qui étaient plus nombreuses.

Plusieurs décennies auparavant, le premier président de la Côte d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny, a commencé ses 33 ans au pouvoir en réduisant la taille de l'armée et en formant une milice loyale envers son parti et composée pour la plupart de gens de son propre groupe ethnique. De ce fait, certains officiers ont reçu un salaire disproportionné, des postes au sein du parti au pouvoir et d'autres encouragements. Cela est à l'origine de l'instabilité qui est survenue plus tard. □

LE RENFORCEMENT D'UNE CULTURE DE PROFESSIONNALISME MILITAIRE

Des forces armées éduquées et contrôlées par les civils sont une présence stabilisante dans tout pays

CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

En marge de la Conférence au sommet des leaders États-Unis/Afrique à Washington, D.C., le Centre d'études stratégiques de l'Afrique a conduit un dialogue avec les responsables africains de la sécurité de haut rang le 14 décembre 2022. ADF a modifié le rapport du CESA en fonction de sa longueur et pour l'adapter au format du magazine.

« Les forces armées de nombreux pays africains représentent une menace pour la sécurité à cause de leur manque de professionnalisme militaire. »

C'est l'évaluation du général Mbaye Cissé, conseiller à la sécurité nationale du président du Sénégal, qui s'exprimait devant les responsables de la sécurité de haut rang provenant de trente pays africains lors d'un dialogue du Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) abordant les thèmes du professionnalisme militaire et de l'éducation le 14 décembre 2022.

En plus des remarques du général Cissé, le dialogue a présenté les idées de Christine Wormuth, secrétaire à l'Armée des États-Unis,

et du général Michael Langley, commandant de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique.

Entre 2020 et la fin 2022, l'Afrique a été sujette à sept coups d'État militaires et six tentatives, ce qui a mis fin à une tendance à la baisse du nombre de coups d'État sur le continent, qui avait existé depuis deux décennies. Le continent court le risque de retourner à la période des « décennies perdues » de l'Afrique, l'époque entre 1960 et 1990 pendant laquelle 82 coups d'État s'étaient produits, et qui était caractérisée par la mauvaise gouvernance, la stagnation du développement, la corruption, l'impunité et l'instabilité.



AFP/GETTY IMAGES



Participants à la réunion de table ronde des ambassadeurs de la Conférence au sommet des leaders africains à l'université de la Défense nationale le 14 décembre 2022. CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Alarmée par le nombre croissant de coups d'État récents, l'Union africaine a organisé une conférence au sommet sur cette question en mai 2022. En décembre 2022, les chefs de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ont résolu de créer une force régionale pour rétablir l'ordre constitutionnel chez les pays membres qui sont sujets à un coup d'État.

Le professionnalisme militaire est un moyen efficace d'assurer la sécurité des citoyens de façon à promouvoir l'état de droit et protéger les droits de l'homme. Obtenir cela nécessite des liens robustes avec les communautés locales et un engagement envers l'éducation des forces armées sur leurs responsabilités à l'égard de la société.

Le général Cissé a déclaré qu'il « existe une corrélation entre l'efficacité militaire et la relation entre les forces armées d'un pays et le public ». La raison en est que le soutien des intérêts communautaires par les forces armées développe la confiance, laquelle atténue les risques d'émergence de l'extrémisme violent et facilite des réponses plus efficaces contre les menaces de sécurité. « Une armée qui n'investit pas dans l'éducation et l'éthique vis-à-vis de la population en paye le prix en termes de sécurité », a-t-il ajouté.

L'héritage de la répression

Le professionnalisme peut être un défi particulier à relever pour les forces armées africaines à cause de l'héritage du colonialisme. « Un aspect de l'héritage du colonialisme est le fait que la mission principale des forces de sécurité était la répression, déclare le général Cissé. Les forces n'étaient pas unies, elles étaient artificielles et avaient une présence trop importante dans l'arène politique. Ceci continue à être un handicap. »

C'est pour cela que les chefs des forces militaires du continent doivent œuvrer de façon engagée pour renforcer

et soutenir le professionnalisme militaire. Un tel professionnalisme n'est pas une question de chance, c'est un résultat engagé. Il doit être continuellement renforcé, affiné et perpétué.

Pour créer une culture de professionnalisme militaire, il est essentiel d'inculquer chez les membres des services, depuis le rang le plus bas jusqu'aux officiers de plus haut rang, les valeurs sociétales et les principes noyaux. Les valeurs telles que l'intégrité, l'honneur, l'expertise, le sacrifice et le respect des citoyens n'apparaissent pas nécessairement de façon naturelle ; elles doivent être enseignées et régulièrement renouvelées.

Presque toutes les forces armées fournissent une formation et des exercices tactiques pour fournir des compétences de base. Toutefois, un grand nombre d'entre elles n'ont pas de stratégie délibérée pour créer une série de valeurs de base. La création de ces valeurs partagées a un effet unificateur puissant qui amplifie la cohésion et l'efficacité de la force.

Mme Wormuth note que, dans les forces armées des États-Unis, les officiers généraux participent régulièrement à des programmes de développement professionnel, y compris un processus continu pour inculquer les valeurs du professionnalisme et créer des opportunités de développement de leadership pour les subordonnés.

Le général Cissé a souligné « l'importance d'enseigner aux officiers militaires la valeur de la démocratie et le rôle des forces armées au sein d'une société démocratique ». Ces valeurs doivent être apprises et ne peuvent pas être considérées comme allant de soi, particulièrement dans les pays sans tradition démocratique robuste.

Il incombe à la communauté démocratique internationale d'aider à ancrer la démocratie et la morale du professionnalisme militaire en Afrique, déclare le général Cissé. « Lorsque les organismes régionaux africains sanctionnent les coups d'État, il est alors important pour la



Des soldats de l'Union africaine affectés à une équipe de sécurité à Mogadiscio (Somalie) lors des élections présidentielles de 2022.

AFP/GETTY IMAGES

communauté démocratique internationale d'appuyer et de soutenir ces sanctions. »

Le Sénégal a souligné le service public comme valeur noyau grâce à son « armée-nation », l'engagement de son armée dans les

projets d'infrastructure, de santé et d'éducation au niveau communautaire. En soutenant la sécurité humaine, l'armée renforce aussi des normes de comportement éthique envers les citoyens.

L'intégration des valeurs

L'éducation militaire professionnelle (EMP) est un véhicule principal grâce auquel une morale de professionnalisme militaire peut être institutionnalisée. Contrairement à la formation, qui se concentre sur les aptitudes tactiques et les compétences opérationnelles, l'EMP vise à cultiver le leadership, la vision stratégique et les valeurs éthiques.

Selon l'expérience du général Langley, l'EMP est particulièrement vitale pour « mettre l'accent sur les valeurs démocratiques, notamment la promotion de l'état de droit, surtout en cas de conflit ». De même, l'EMP est cruciale pour inculquer le respect du contrôle par les civils. Les deux sont complémentaires car c'est le leadership et les valeurs inculquées par l'EMP qui permettent aux officiers militaires d'être des conseillers efficaces pour les chefs civils.

Le général Cissé déclare que « sans l'EMP, vous n'aurez pas de stabilité ». Il avertit que l'EMP doit se concentrer sur les priorités noyaux d'une société. Elles doivent être pratiques et pertinentes au contexte national. Au Sénégal, il pense que l'EMP est un moyen essentiel de construire une force armée qui défend les institutions démocratiques.

Le recrutement et la promotion basés sur le mérite sont un autre moyen par lequel le professionnalisme militaire peut être institutionnalisé. Le modèle de recrutement favorisant surtout l'ethnicité du président, que l'on constate dans certaines armées africaines, crée une chaîne de commandement plus loyale au président qu'à la constitution. Les forces armées ethniquement polarisées n'ont pas la confiance populaire, la légitimité et la compétence des forces basées sur le mérite, ce qui entrave leur efficacité. La sélection aux établissements EMP, selon le général, doit être basée sur le mérite et inclure des examens auxquels les officiers doivent réussir pour être promus.

Le général Cissé caractérise le recul actuel du professionnalisme militaire en Afrique comme preuve que l'EMP doit être réévaluée et réorientée.

« Nous avons beaucoup d'académies EMP en Afrique mais nous devons repenser ce qu'elles enseignent. Dans ce sens, les instituts EMP ne sont pas suffisants. Et les ressources disponibles pour les soutenir ne sont pas non plus suffisantes. »

Les chefs civils et militaires ont des rôles cruciaux dans les prises de décision concernant la sécurité, bien que ces

Une armée professionnelle est un atout

Dans un rapport de 2015 intitulé « Les forces armées : rôles et responsabilités dans la bonne gouvernance du secteur de la sécurité », le Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité de Genève a énuméré les avantages ci-dessous offerts par une armée professionnelle :

- Fourniture d'une sécurité plus efficace au pays et aux citoyens.
- Des officiers militaires politiquement neutres.
- Des forces armées nationales et républicaines.
- Vision, mission et rôle clairement définis pour chaque organisme de sécurité.
- Plus grande sensibilité aux priorités de la sécurité nationale.
- Meilleure efficacité dans l'alignement et l'emploi des ressources et meilleur soutien législatif et public pour financer les forces armées.
- Des forces de sécurité qui respectent la loi, respectent les droits de l'homme et sont responsables en vertu d'un code militaire de conduite et d'une supervision civile.
- Amélioration de la confiance, du respect et du soutien du public pour les forces de sécurité.



À partir de la gauche : l'ambassadeur des États-Unis Andrew Young, le colonel Léon-Rodance Ndinga de la République du Congo et le général Michael Langley, commandant de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique, participent à une conférence au sommet sur le professionnalisme militaire à l'université de la Défense nationale à Washington (D.C.). CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

rôles soient différents et complémentaires. Les chefs civils démocratiquement élus sont responsables pour définir une vision, une stratégie et une politique pour les intérêts de sécurité du pays. Les chefs militaires sont ensuite responsables pour mettre en œuvre ces directives d'une façon aussi efficace et professionnelle que possible. Les décideurs ultimes sont les chefs civils.

Le général Cissé a souligné l'importance d'une définition claire du rôle des forces armées. « C'est l'absence d'une division claire entre le politique et le militaire qui conduit à la diminution de la stabilité. »

Mme Wormuth déclare que « les civils apportent des perspectives différentes et posent des questions différentes de celles des chefs militaires. Les civils apportent aussi les sensibilités du monde au sens large à la prise de décisions des militaires. »

En fin de compte, « les chefs militaires doivent avoir confiance dans la prise de décision par les civils » dans les systèmes démocratiques, déclare Mme Wormuth. « Les civils ont le droit d'avoir tort. Leur travail est de prendre des décisions, puis d'être tenus responsables. »

En bref, les relations civilo-militaires efficaces sont un processus bidirectionnel qui nécessite un entretien régulier.



Le général Mbaye Cissé, conseiller à la sécurité nationale du président du Sénégal (à droite), s'exprime devant la réunion de table ronde des ambassadeurs de la Conférence au sommet des leaders africains à l'université de la Défense nationale le 14 décembre 2022. CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

La sécurité est essentielle pour renforcer la démocratie et le développement économique en Afrique. Puisque la plupart des conflits africains et des menaces contre la sécurité citoyenne proviennent des crises politiques locales, le professionnalisme militaire peut être un facteur stabilisateur indispensable.

« Nous nécessitons des forces armées africaines pour servir le public, déclare le général Cissé. Nous nécessitons des forces armées africaines autonomes, responsables et respectueuses des valeurs démocratiques. Si elles ne le sont pas, nous recommencerons toujours à zéro et nous n'aurons pas de stabilité. » □

UN HOMME FORT, UNE NATION AFFAIBLIE



ILLUSTRATION D'ADF

Les critiques appellent les régimes autoritaires « un modèle de gouvernement intrinsèquement défectueux et dangereux »

PERSONNEL D'ADF

Les systèmes de gouvernement démocratiques représentent le choix de la grande majorité des gens, en Afrique et ailleurs.

Près de 69 % des Africains préfèrent une gouvernance démocratique et plus de 75 % rejettent un régime militaire, un régime du parti unique ou un régime de l'homme fort. La toute dernière enquête du réseau de recherche Afrobarometer confirme que la plupart des gens ordinaires n'ont aucun doute sur leur préférence de la démocratie et de l'équilibre des pouvoirs offerts par les institutions démocratiques.

Mais des dizaines d'années de progrès démocratiques durement obtenus sont sujettes à des attaques du fait de la réapparition des coups d'État militaires, alors que certains leaders recommandent un régime autocratique de « l'homme fort ».

Le régime de l'homme fort peut être défini comme une forme de gouvernance autocratique qui est hautement personnalisée et peu limitée par les institutions telles qu'un pouvoir judiciaire indépendant, des représentants élus, une presse libre ou des organismes de la société civile.

Quels sont donc les signes de ce type de régime, et comment pourrait-on l'éviter ?

DES RACINES COLONIALES

Le régime de l'homme fort est originaire du passé colonial de l'Afrique, caractérisé par un chef désigné qui ne tolère pas la dissidence. Les détracteurs étaient souvent emprisonnés et réduits au silence.

Dans leur livre de 2019 intitulé « L'Afrique autoritaire : répression, résistance et le pouvoir des idées », Nic Cheeseman et Jonathan Fisher écrivent que le colonialisme a enseigné aux chefs traditionnels qu'ils pouvaient agir sans freins et contrepoids et, dans certains cas, sans aucune prétention réelle de leadership. Les chefs coloniaux ont inspiré les hommes forts potentiels à truquer les élections et invalider les résultats s'ils ne les acceptaient pas.

Le système colonial a souvent laissé les pays nouvellement indépendants avec peu d'institutions durables. Au lieu de ça, il a laissé une culture de corruption, coercition, abus par les forces de police et mépris de la vie humaine. Sans manuel de construction de la démocratie, ce vide a laissé place à l'émergence des hommes forts.

Pour qu'il survive, le chef autoritaire doit mettre en



Des étudiants manifestent à l'extérieur de l'ambassade du Zaïre à Bruxelles (Belgique) contre le gouvernement de Mobutu Sese Seko, président du Zaïre (aujourd'hui la République démocratique du Congo) de 1965 à 1997. REUTERS

œuvre des mécanismes semblables à ceux de l'oppression coloniale, notamment le copinage, la corruption, les pots-de-vin et même la violence.

Les chercheurs Camilla Houeland et Sean Jacobs conviennent dans un rapport de 2016 que le régime de l'homme fort est un produit direct du colonialisme.

« Les administrateurs coloniaux utilisaient les structures africaines traditionnelles pour “gouverner indirectement” mais ils les ont déformées en encourageant le pouvoir du chef ou du cacique traditionnel aux dépens des mécanismes précoloniaux de freins et contrepoids, écrivent-ils. Après l'indépendance, les présidents africains ont simplement perfectionné ces systèmes. »

Les failles du modèle de l'homme fort servent de récit édifiant pour les chefs militaires putschistes et les juntes qui essaient de prolonger leur régime. Les failles les plus courantes du modèle sont dues au manque de volonté et/ou à l'incapacité de faire face aux problèmes politiques et économiques complexes que le pays affronte.

UN POUVOIR INCONTRÔLÉ

Les chefs des coups d'État et l'homme fort trouvent des moyens de rester au pouvoir à tout prix. Ils utilisent souvent des affirmations douteuses d'insécurité et de fraude électorale pour se maintenir au pouvoir. Mais plus



Jean-Bedel Bokassa a renversé le gouvernement de la République centrafricaine lors d'un coup d'État en 1966. Il est resté président du pays pendant onze ans environ avant de se faire proclamer « Empereur de Centrafrique ». Trois ans plus tard en 1979, il a été renversé. THE ASSOCIATED PRESS

ils s'accrochent au pouvoir, plus il est probable qu'ils deviendront isolés et prendront de mauvaises décisions.

« Un mandat de plusieurs décennies peut exposer un chef à la mégalomanie et la paranoïa », a écrit Gideon Rachman pour The Guardian en avril 2022. « L'élimination des freins et contrepoids, la centralisation du pouvoir et la promotion du culte de la personnalité augmentent la probabilité qu'un leader commette une erreur désastreuse. »

Dans son étude de 2020 intitulée « Rompre le cycle du régime de l'homme fort en Afrique », le chercheur Corey Watson déclare que le régime de l'homme fort s'est intégré dans certaines régions de l'Afrique subsaharienne pour plusieurs raisons, telles que les antécédents de tribalisme et de colonialisme.

« Pratiquement chaque gouvernant sélectionne avec soin ceux qui l'entourent en fonction de leur potentiel de loyauté, souvent aux dépens de leur compétence, écrit-il. Ils peuvent être des membres de sa famille, des membres de sa tribu ou des habitants de sa ville natale. Certains gouvernants font jouer pacifiquement les ambitions de ces loyalistes les uns contre les autres, certains achètent leur loyauté, certains les font entrer au pouvoir et en sortir par rotation, certains gouvernent par la peur et la coercition, et certains leur font simplement confiance. »

En fin de compte, la loyauté à l'égard d'un homme fort a un prix : « Si personne n'est payé pour sa loyauté envers l'homme fort, il n'y a pas d'avantage à rester loyal. »

Dans sa description des dictateurs, le chercheur Goran Hyden déclare : « Les tyrans gouvernent par la peur. Ils récompensent les agents et les collaborateurs et les transforment en mercenaires. En bref, la tyrannie est caractérisée par un régime particulièrement impulsif, oppressif et brutal qui n'a pas de respect élémentaire pour les droits des personnes et de propriété. »

DE MAUVAISES ALLIANCES

L'isolement international, continental et régional se traduit par un nombre limité d'options diplomatiques

pour l'homme fort. Lorsqu'il agit globalement, il trouve peu de partenaires disponibles. Ceci fait le jeu de certaines puissances mondiales qui sont enclines à conclure des accords avec les régimes parias. Au cours des dernières années, la Russie a cherché à ériger des alliances avec les régimes autocratiques en Afrique, en offrant des armes et des effectifs de mercenaires en échange de l'accès aux ressources naturelles et autres faveurs.

« Le Kremlin s'est concentré sur la séduction des élites : les seigneurs de la guerre, les généraux et les présidents à vie dont les désirs personnels sont plus simples et plus économiques à satisfaire que les besoins de leur peuple ou leur économie », écrit Simon Shuster pour le magazine Time.

Alors que les liens se resserrent, l'autocrate dépend de plus en plus de l'alliance pour rester au pouvoir. Ceci augmente l'influence détenue par un pays comme la Russie et le contrôle qu'elle peut exercer.

DES INSTITUTIONS QUI SE DÉSINTÈGRENT

Le style de gouvernement de l'homme fort n'a pas tendance à être efficace. Pour que les gouvernements autocratiques puissent durer, ils doivent s'appuyer sur les pots-de-vin, la corruption, le copinage et la violence. Cela peut avoir des effets à longue portée sur les efforts d'auto-gouvernance présents et futurs de la société civile.



Les tyrans gouvernent par la peur. Ils récompensent les agents et les collaborateurs et les transforment en mercenaires. En bref, la tyrannie est caractérisée par un régime particulièrement impulsif, oppressif et brutal.

~ Le chercheur Goran Hyden



La gestion et la prise de décisions quotidiennes d'un grand nombre d'institutions d'état ne font pas partie de la formation de la plupart des hommes forts autocrates. Les secteurs tels que le système sanitaire, l'éducation, la génération d'électricité, les finances, la politique monétaire, le commerce et les investissements exigent une éducation supérieure et une expérience qui ne sont pas enseignées dans les salles de classe de l'armée.

La corruption a tendance à s'épanouir dans cet environnement. L'autocrate récompense ses loyalistes avec des nominations à des postes puissants et les personnes

nommées cherchent à leur tour à s'enrichir du fait de leur position d'autorité.

Dans son rapport de 2019 sur l'Afrique subsaharienne, Transparency International (TI) remarque que l'autoritarisme est un facteur important dans la création d'un environnement corrompu.

« Alors qu'un grand nombre de pays ont adopté des principes démocratiques de gouvernance, plusieurs sont toujours gouvernés par des chefs autoritaires ou semi-autoritaires, note TI. Les régimes autocratiques, les troubles civils, les institutions faibles et les systèmes politiques sans réaction continuent à saper les efforts contre la corruption. »

Bien que TI ait découvert que les pays les plus performants, y compris le Botswana, le Cap-Vert et les Seychelles, ont tendance à être des démocraties dynamiques avec des institutions fortes, les pays les moins performants ont d'autres caractéristiques, qui sont liées au conflit et à l'autoritarisme.

« Un grand nombre de pays peu performants ont plusieurs traits en commun, notamment peu de droits politiques, une liberté de la presse limitée et un état de droit faible, selon TI. Dans ces pays, les lois sont fréquemment ignorées et les institutions sont mal financées et ont une faible capacité pour adresser les plaintes de corruption. En outre, les conflits intérieurs et

les structures de gouvernance instables contribuent à un haut degré de corruption. »

DES ÉLECTIONS FRAUDULEUSES

Une ressource particulièrement puissante détenue par les hommes forts est le fait que les systèmes électoraux fonctionnent à leur gré.

« En pratique, le président définit les règles, il les enfreint et il les change lorsqu'il le veut, écrivent le Dr Houeland et le professeur Jacobs. ... Celui qui contrôle le compte des voix gagne les élections et, ce faisant, la police et l'armée harcèlent et intimident l'opposition alors que le président fait campagne sans interruption. En outre, il est crucial d'assurer l'équivalence entre la volonté populaire et la personne du président. Le président est toujours patriotique ; c'est seulement le président qui est désireux et capable de faire ce qui est nécessaire. »

Dans de tels scénarios, la présidence peut devenir une succession familiale, car il n'existe pas d'avenir ou de gain monétaire hors de la politique. L'accumulation de la richesse et les opportunités d'affaires sont liées au contrôle de l'état. Une fois que l'homme fort termine son mandat, il perd la capacité d'orienter les contrats ou de recevoir un pourcentage des profits. Après son mandat, l'ex-président et ses alliés sont sujets à des poursuites judiciaires pour détournement de fonds ou abus des droits de l'homme.



Des manifestants marchent près du palais présidentiel à Khartoum (Soudan) le 12 septembre 2019. La foule demandait un nouveau chef permanent du pouvoir judiciaire et procureur général après le renversement du dictateur Omar el-Beshir. AFP/GETTY IMAGES



Des manifestants devant une statue renversée du président Robert Mugabe du Zimbabwe en 2017 à Harare. M. Mugabe était président de 1987 à 2017. Ses critiques disent qu'il était un dictateur responsable pour la corruption généralisée, la mauvaise gestion de l'économie et les crimes contre l'humanité. AFP/GETTY IMAGES



Ce panneau brandi pendant les soulèvements populaires de Tunisie en 2011 indique en partie : « Démocratie pour la Tunisie ». AFP/GETTY IMAGES

Il existe une perception incorrecte selon laquelle beaucoup d'Africains préfèrent le développement à la démocratie et acceptent d'échanger leurs droits politiques contre le régime d'un homme fort qui peut faire avancer les choses. Selon le professeur Cheeseman et l'historien Dr Sishuwa Sishuwa, cette notion s'est avérée « durable, bien que fausse ».

À partir des données d'une enquête recueillies entre 2016 et 2018, ils concluent tous les deux que « de fortes majorités » dans les pays africains pensent que la démocratie est le meilleur système politique. L'étude montre un soutien généralisé pour une forme de démocratie consensuelle qui « combine un engagement fort envers la prise de responsabilité politique et les libertés civiles et une focalisation sur l'unité et la stabilité. »

« Il est à la fois fallacieux et condescendant de suggérer que la démocratie a été imposée d'une manière ou d'une autre par la communauté internationale à l'encontre des souhaits des gens ordinaires, écrivent les auteurs. Au lieu de cela, c'est la base qui l'a exigée et s'est battue pour elle. »

LES QUATRE POINTS CRUCIAUX DE LA PRÉVENTION

Nic Cheeseman, professeur à l'université de Birmingham (Royaume-Uni), déclare qu'il existe quatre facteurs

cruciaux qu'un pays doit posséder pour empêcher un régime de l'homme fort.

- Il doit développer des institutions qui sont autonomes à l'égard du pouvoir exécutif. « Cela est difficile, mais possible », a-t-il dit à ADF dans un e-mail.
- La population doit être bien éduquée. « L'éducation primaire gratuite a renforcé la démocratie, mais l'amélioration de la qualité et la durée de l'enseignement serait une bonne chose », note-t-il.
- Une classe moyenne indépendante qui ne dépend pas des emplois ou des contrats du gouvernement est nécessaire. Le pays doit aussi avoir des centres de pouvoir économique tels que des propriétaires d'entreprise indépendants qui ne sont pas alliés au parti au pouvoir.
- Il doit développer une tradition de démocratie. Lorsque les gens sont investis dans leur démocratie à cause des antécédents et des sacrifices partagés, ils sont plus enclins à rester vigilants et à la protéger. « Les démocraties nécessitent des mythes fondateurs, des moments où les gens sortent et manifestent et forcent les changements », écrit le professeur Cheeseman. □

Les États-Unis donnent des transports de troupe à la mission de l'UA en Somalie

DEFENCEWEB

La mobilité de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie a été améliorée grâce à l'ajout de 24 transports de troupe blindés Puma M36 donnés par les États-Unis.

Le contingent djiboutien utilisera les véhicules dans les opérations militaires conjointes avec les Forces armées nationales somaliennes dans Beledweyne et près de cette ville, ainsi que dans d'autres zones de la région de Hiiraan, selon une annonce de presse de la mission.

Lors de la remise des transports au quartier général de la mission à Mogadiscio, l'ambassadeur des États-Unis Larry Andre a réaffirmé le soutien de son gouvernement pour les efforts de paix et de stabilité en Somalie et dans la région de la Corne de l'Afrique au sens large.

M. Andre a déclaré : « Une expression de notre soutien, entre autres, est le don de ces véhicules pour aider à protéger les forces de l'Union africaine, dans le cas présent le contingent militaire de Djibouti, alors qu'elles se déplacent sur des routes qui sont souvent piégées avec des engins explosifs dangereux. »

« Nous savons que cet équipement fera la différence en augmentant la pression exercée sur al-Shebab. Cela s'inscrit dans le cadre du plan de transition de la Somalie, selon lequel davantage de responsabilités

seront transférées aux forces de sécurité somaliennes. »

Le Puma M36 appartient à la classe des véhicules moyens à protection anti-mines, selon Military Systems & Technology. Il a été introduit en 2012 et pèse 14 tonnes. Il transporte jusqu'à 12 personnes. Sa monocoque en forme de V les protège contre les mines, les engins explosifs improvisés (EEI) et les tirs de mitrailleuse. Il peut être reconfiguré pour accommoder des équipements spécialement conçus tels que des armoires radio additionnelles, des modules de commandement et de contrôle et des équipements d'ambulance.

Fiona Lortan, représentante spéciale adjointe de la présidence de la commission de l'Union africaine, a réceptionné les véhicules au nom de la mission. Elle a noté que leur arrivée coïncidait avec la reconfiguration des troupes et des équipements de la mission.

Al-Shebab a conduit une guerre asymétrique de longue durée contre les soldats de l'Union africaine et de la Somalie. Les combattants plantent des EEI sur les routes principales de transport et dans d'autres lieux. Les véhicules donnés amélioreront la capacité de la mission à contrer ces EEI et aideront à protéger les civils, l'infrastructure critique et les sites sensibles, et à livrer des fournitures humanitaires.



Transport de troupe blindé Puma M36

OTT TECHNOLOGIES

LE MAROC ACHÈTE UN MATÉRIEL DE COMMANDEMENT ET DE CONTRÔLE

PERSONNEL D'ADF

Le département d'État des États-Unis a approuvé la vente potentielle d'un matériel de commandement et de contrôle au sol au Maroc, à un coût estimé à 141,1 millions de dollars.

La vente proposée améliorera la capacité du Maroc à contrer les menaces actuelles et futures en fournissant des services de renseignement, de surveillance, de reconnaissance et d'acquisition des cibles en temps opportun pour la sécurité et la défense du pays, selon l'Agence de coopération en matière de sécurité du département américain de la Défense.

« Cette capacité permet de dissuader les menaces régionales et de renforcer l'autodéfense du pays, déclare l'agence. Le Maroc a démontré son engagement envers la modernisation de ses forces armées et n'aura pas de difficulté pour intégrer ces équipements dans son armée. »



Terminal du Multifunctional Information
Distribution System-Joint Tactical Radio System

VIASAT

Le gouvernement marocain souhaite acheter six Multifunctional Information Distribution Systems-Joint Tactical Radio Systems. Cet achat comprend :

- Des communications sécurisées additionnelles, des appareils cryptographiques et un matériel de navigation de précision.
- Des logiciels non confidentiels et confidentiels, un soutien pour logiciel et un matériel de soutien.
- Des pièces détachées et des pièces de rechange.
- Un matériel de soutien et de test.
- Des publications et une documentation technique.
- Une formation du personnel et un matériel de formation.
- Des services de soutien techniques et logistiques et autres éléments associés du soutien logistique et programmatique.

Cette vente proposée aidera à améliorer la sécurité d'un allié majeur qui ne fait pas partie de l'OTAN mais qui continue à être un acteur important pour la stabilité politique et les progrès économiques de l'Afrique du Nord, selon l'Agence de coopération en matière de sécurité du département américain de la Défense.



L'UGANDA OUVRE UNE USINE DE VÉHICULES BLINDÉS

DEFENCEWEB

La société de véhicules blindés Streit a inauguré une nouvelle usine en Ouganda, construite dans le cadre d'un partenariat avec la National Enterprise Corp. (NEC).

Usine de véhicules blindés Streit en construction en Ouganda NEC-STREIT

NEC a annoncé le partenariat avec le groupe Streit pour produire des véhicules blindés à Nakosongola, dans le centre de l'Ouganda, à la fin 2021. La nouvelle société s'appelle NEC-Streit Uganda Ltd. Elle a été inaugurée un an plus tard et produira tout un éventail de solutions de sécurité, notamment grâce à un transfert de technologie.

Le Parlement a créé la NEC en 1989 pour servir de division commerciale du ministère de la Défense et de la Force de défense du peuple ougandais (UPDF). Elle offre des produits et des services pour le bénéfice de la Force de défense et du public.

Les responsables ougandais ont déclaré qu'ils espèrent, avec l'aide des usines locales, ne plus dépendre de l'achat des véhicules étrangers.

Guerman Goutorov, PDG de Streit, a dit : « C'est une installation de fabrication à part entière, non seulement un lieu d'assemblage. Vous pourrez fièrement qualifier tous les produits qui y sont réalisés comme "Fabriqué en Ouganda". » Il ajoute que ces produits aideront à combattre le terrorisme et la criminalité.

Le général Wilson Mbadi, chef de l'UPDF, a déclaré que l'usine produirait des véhicules pour les forces armées et de police de l'Ouganda, les VIP et les exigences régionales.

« En développant une industrie de la défense auto-suffisante, nous sommes capables de sécuriser l'Ouganda et aussi de soutenir l'économie. Cela nous aidera aussi à faire face au problème de l'irrationalité économique lié à la consommation de ce que nous ne produisons pas et à la production de ce que nous ne consommons pas. » Il a ajouté que cela aidera l'UPDF à améliorer ses capacités de tir et de protection et son efficacité opérationnelle.

Streit a indiqué qu'elle est désireuse d'offrir à l'Ouganda d'autres équipements, notamment des véhicules aériens sans humain à bord, des bateaux blindés et du matériel de communication. Le général Goutorov déclare que la recherche et le développement de Streit seront partagés avec l'Ouganda.

En août 2018, l'Ouganda a inauguré une installation de fabrication et d'assemblage de véhicules blindés à Maga. Son premier produit est le transport de troupe blindé Nyoka, créé en collaboration avec Twiga Services and Logistics d'Afrique du Sud par l'intermédiaire d'Impala Services and Logistics, son entreprise sœur ougandaise.

L'éventail de produits du groupe Streit comprend des transports de troupe blindés, des camions blindés pour les transferts d'argent et des véhicules de luxe et de sécurité. La société possède 12 installations de production et 25 bureaux dans le monde ; elle a livré plus de 15.000 véhicules.



Un avertissement des experts : l'économie des océans doit être protégée contre les

CYBERATTQUES

PERSONNEL D'ADF

Les observateurs recommandent de renforcer la cybersécurité pour protéger le secteur maritime en pleine croissance de l'Afrique.

Cette discussion est apparue lors d'une session d'atelier organisée par l'université de Stellenbosch, l'Institut pour les études de sécurité (ISS) et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime.

Sur le continent africain, environ 90 % du commerce est conduit par voie maritime, mais les ports et les navires restent particulièrement exposés aux attaques cybernétiques. Les panélistes ont déclaré que l'attaque par logiciel de rançon contre Transnet en 2021, qui avait stoppé les activités de plusieurs ports importants d'Afrique du Sud, devrait servir de coup de semonce pour cette menace.

« Nous dépendons d'une infrastructure maritime qui fonctionne bien ; elle doit être protégée, y compris contre les cybermenaces », déclare Denys Reva, chercheur maritime de l'ISS.

Les attaques cybernétiques contre les navires et les ports ont augmenté dans le monde : elles sont passées de 50 en 2018 à plus de 500 en 2020, selon le magazine Handy Shipping Guide. Les observateurs pensent que le chiffre réel est beaucoup plus élevé.

« Nous ne connaissons pas l'ampleur véritable du problème, dit M. Reva. Certains rapports de cybersécurité suggèrent des centaines de milliers ou des millions d'attaques. »

On estime que le nombre d'attaques va augmenter car l'expédition maritime et les ports deviennent de plus en plus numérisés. Les navires modernes emploient le système de visualisation et d'information des cartes électroniques,

le GPS et les systèmes de télécommande des moteurs et des cargos. Les ports sont informatisés et automatisés pour les chargements et les déchargements, selon un reportage de defenceWeb.

53 terminaux à conteneurs (soit 4 % du total mondial) sont entièrement automatisés, et ce chiffre augmente.

Dans un discours de 2021 sur cette question, Abdul-Hakeem Ajijola, président du groupe d'experts en cybersécurité de l'Union africaine, a offert des meilleures pratiques pour améliorer la cybersécurité à bord des navires : s'assurer que les systèmes de communication satellitaires utilisent une adresse IP privée ; actualiser régulièrement les logiciels ; changer régulièrement les mots de passe ; créer des réseaux séparés pour le pont, la salle des machines et le commerce à bord des navires ; s'assurer que les ports USB sont sécurisés ; et utiliser un cryptage pour tous les réseaux Wi-Fi embarqués.

Il a aussi recommandé une formation en cybersécurité pour les membres d'équipage, des mesures pour assurer que les fournisseurs de technologie soient dignes de confiance, et des vérifications de sécurité pour les navires et les ports.

Il a déclaré dans une intervention de 2021 pour un webinaire parrainé par l'ISS : « Le développement de la confiance et la relève des défis de cyber-malfaisance requièrent une collaboration générale par de multiples parties prenantes, car un seul maillon faible pourrait saper les chaînes globales de valeur. Il est donc impératif que l'Afrique, ses nations, organisations et habitants ne soient pas ce maillon faible. »

Un navire transportant du blé de l'Ukraine se met à quai au port de Djibouti.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL VIA REUTERS

LES PAYS ESPÈRENT QUE L'AMÉLIORATION DU TRANSPORT AÉRIEN SOUTIENDRA LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS
EN EUROPE – ARMÉE DE L'AIR EN AFRIQUE

Les pays s'efforcent de développer un mécanisme de partage du transport aérien (ASTM) pour améliorer la capacité africaine de transport aérien, selon les déclarations des leaders à la suite d'une conférence au Botswana parrainée par les États-Unis en août 2022.

Le but de l'ASTM est d'aider l'Union africaine à offrir un transport stratégique pour des mesures telles que les évacuations médicales, les actions humanitaires et les secours pour les catastrophes naturelles. Ce transport serait offert par l'intermédiaire du Centre de commandement pour la mobilité aérienne - Afrique, unité de transport aérien multinationale sous l'autorité de l'UA.

« Le rôle de cette unité panafricaine consiste à fournir la mobilité aérienne pour le soutien des opérations de paix et de sécurité et par l'intermédiaire du soutien de tous les pays africains contribuant à cette unité, qu'ils le fassent avec leur personnel ou avec tout autre appui logistique », déclare le colonel Kais Sghaier de l'Armée de l'air tunisienne, commandant de la 11ème unité aérienne.

La conférence ASTM était la première de ce type à être tenue en personne. Les neuf réunions précédentes ont été conduites virtuellement. Les participants ont abordé des questions telles que les qualifications nécessaires du commandant futur de l'unité et les exigences en personnel.

« Nous devons élaborer des mécanismes pour optimiser l'emploi des ressources très limitées qui nous sont disponibles ; c'est pourquoi nous anticipons que le partage des ressources de transport aérien sera l'une des questions principales de cette conférence », a déclaré le brigadier Collen Mastercee Maruping des Forces de défense du Botswana, commandant adjoint par intérim de la force aérienne.

L'UA compte en large mesure sur les partenaires extérieurs et les vols commerciaux pour le transport du personnel et du matériel, par exemple pour les missions de maintien de la paix. L'ASTM aiderait à utiliser les capacités de transport aérien des états membres pour satisfaire à ces besoins.

« Je pense que le rêve de tous les Africains est de voir un avion africain avec tous les drapeaux africains sur sa queue, survolant le continent et fournissant des secours et un soutien aux Africains », déclare le colonel Sghaier.

D'autres propositions concernant le lieu du centre de commandement et d'autres questions seront abordées lors du douzième Symposium annuel des chefs d'état-major africains de l'armée de l'air, prévu au Sénégal en 2023.

Deux aéronefs de transport C-130H Hercules à la base aérienne 101 de Niamey (Niger). ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS



Le Togo va héberger

UN CENTRE DE CYBERSÉCURITÉ

PERSONNEL D'ADF

Un nouveau centre de cybersécurité au Togo aidera les gouvernements à surveiller les menaces, partager les informations et collaborer pour stopper la cybercriminalité. Le gouvernement togolais va créer le Centre africain de coordination et de recherche en cybersécurité en collaboration avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique.

« Nous avons l'intention de devenir une plateforme numérique importante en Afrique », déclare Cina Lawson, ministre togolaise de l'Économie numérique. « Notre modèle de partenariat avec le secteur privé est une approche innovante que nous voulons présenter pour inspirer les autres pays en vue d'un cyberspace plus sécuritaire sur le continent. »

Le Togo est l'un des rares pays à avoir ratifié la déclaration de Malabo de l'Union africaine, qui engage les pays à coopérer pour améliorer la cybersécurité. C'est aussi le premier pays à avoir accueilli l'arrivée d'un câble Internet sous-marin de Google offrant une connectivité grande vitesse.

Parmi les missions du nouveau centre, on compte :

- Le développement de la capacité et le soutien aux agences de cybersécurité des pays africains.
- La collaboration avec les gouvernements, les responsables politiques, les agences de mise en application de la loi et les experts de la sécurité pour créer des structures visant à évaluer les risques et atténuer les menaces.
- La fourniture des capacités techniques et de recherche pour promouvoir la cybersécurité sur le continent.

On estime que la cybercriminalité fait perdre aux pays africains 4 milliards de dollars par an.

« La cybersécurité doit rester une préoccupation majeure pour les pays africains en termes de souveraineté nationale et de prospérité économique », a déclaré le président togolais Faure Gnassingbé lors d'une convention sur la cybersécurité en mars 2022.

La ministre togolaise de l'Économie numérique Cina Lawson s'exprime lors d'un événement intitulé « L'avenir de la coopération numérique ».

CINA LAWSON, TWITTER

Des soldats nigériens
chargent des armes saisies
des mains des bandits lors
d'une opération dans l'État
de Plateau.

AFP/GETTY IMAGES



LE MOIS D'AMNISTIE offre une étape modeste pour « faire taire les armes »

PERSONNEL D'ADF

Les autorités du Liberia, de la Tanzanie et du Togo ont travaillé avec les officiels des Nations unies en septembre 2022 pour mettre hors de circulation les armes illicites légères et de petit calibre.

L'événement a soutenu l'initiative « Faire taire les armes » de l'Union africaine, qui s'inscrit dans le cadre du programme Agenda 2063 de l'UA. Ce programme signé en 2013 représente une vision panafricaine de 50 ans pour une « Afrique intégrée, prospère et pacifique, orientée par ses propres citoyens, représentant une force dynamique dans l'arène internationale », selon l'UA.

Plus de 40 millions d'armes, beaucoup d'entre elles sans permis, sont en circulation en Afrique. Elles provoquent plus de 500.000 décès chaque année.

Le premier septembre, les autorités togolaises ont détruit plus de 2.000 armes illicites de divers calibres qui avaient été saisies dans le pays.

« Retirer une seule arme illégale de la circulation se traduit par des vies sauvées », déclare Anselme Yabouri, directeur du Centre régional de l'ONU pour la paix et le désarmement en Afrique.

Le programme d'amnistie des armes offre l'opportunité d'un impact mesurable, bien que modeste. Pendant ce mois, les civils sont autorisés à remettre en toute sécurité et de façon anonyme les armes illégales sans risque de poursuites judiciaires.

En 2021, le Bureau des affaires de désarmement de l'ONU (UNODA) a soutenu la participation de Madagascar, du Niger et de l'Ouganda. Cet effort s'est prolongé jusqu'en avril 2022, lorsque 1.497 armes ont été détruites lors d'un événement public, selon la publication onusienne Afrique Renouveau.

Ivor Richard Fung, directeur adjoint de l'UNODA pour la division des armes conventionnelles, a déclaré à Afrique Renouveau en 2020 que les civils détiennent 85 % des armes légères et de petit calibre dans le monde.



L'opération Boafu du Ghana sauve les victimes des inondations

Les membres du 48ème régiment du génie des Forces armées du Ghana emmènent des personnes vers la sécurité. Elles avaient été bloquées par les inondations près de Teteu et New Weija.



PERSONNEL D'ADF | PHOTOS PAR LES FORCES ARMÉES DU GHANA

Lorsque des pluies torrentielles ont forcé les opérateurs du barrage Weija d'Accra (Ghana) à évacuer l'eau excédentaire, cela a provoqué le déplacement de milliers de personnes et en a mis d'autres en danger.

En réponse, les Forces armées du Ghana (GAF) sont passées à l'action, en sauvant plus de 100 personnes le 4 octobre 2022. Dans certains cas, les soldats ont transporté les civils dans l'eau à mi-corps. Dans d'autres cas, ils ont utilisé de petites embarcations pour transporter les gens. Ces efforts ont fait partie de l'opération Boafu, ce qui veut dire « secourer » en

langue twi. Les opérations annuelles de recherche et sauvetage coïncident avec la saison des pluies.

« Les Forces armées du Ghana continuent à soutenir les citoyens dans ces situations d'urgence dans le cadre de leur devoir civique afin d'aider à atténuer la destruction des biens et les pertes de vie », ont écrit les GAF dans un article sur Facebook.

Le 48ème régiment du génie de l'Armée de terre du Ghana a dirigé le sauvetage. Dans d'autres événements de sauvetage, des éléments de la Marine et de l'Armée de l'air ghanéennes ont aidé l'organisation nationale de gestion des

catastrophes du pays.

Les inondations sont un événement annuel dans un grand nombre de régions basses du Ghana. La première saison des pluies a lieu en mai et juin, et la deuxième en septembre et octobre. Les soldats des GAF sont déployés dans les zones sujettes à l'inondation au centre et au Sud du Ghana pendant ces saisons.

« Nos hommes seront déployés jusqu'à la fin de la saison des pluies et ils sont immédiatement disponibles pour sauver les personnes affectées et offrir notre soutien », a déclaré le major Sena Affeanyi au début de l'opération.

Le Nigeria envoie un message aux cartels avec une saisie de drogue record

REUTERS

Les autorités nigérianes ont saisi le chiffre record de 1,8 tonne de cocaïne dans un entrepôt de Lagos en septembre 2022. Les stupéfiants avaient une valeur marchande de 278,5 millions de dollars.

L'Agence nationale de mise en application des lois sur les stupéfiants (NDLEA) déclare que les drogues trouvées dans l'entrepôt d'un domaine résidentiel étaient destinées à des acheteurs européens et asiatiques. Les autorités ont arrêté quatre Nigériens et un ressortissant jamaïcain.

L'Afrique de l'Ouest est un centre de transit majeur pour la cocaïne fabriquée en Amérique latine et vendue en Europe. En avril 2022, la police de Côte d'Ivoire a saisi plus de 2 tonnes de cocaïne, alors que les autorités de l'archipel du Cap-Vert ont saisi 9,5 tonnes de cocaïne en 2019.

L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime a déclaré que les saisies mondiales de cocaïne avaient atteint le chiffre record de 1.424 tonnes en 2020.

L'agence nigérienne a déclaré que les personnes arrêtées faisaient partie d'un réseau de drogue international qu'elle avait traqué depuis 2018 en coordination avec la Drug Enforcement Administration américaine.

Le général de brigade Mohamed Marwa, président de l'Agence nationale de mise en application des lois sur les stupéfiants, a déclaré que la saisie « envoie un message » aux cartels de drogue. « Leurs investissements dans le commerce illicite des stupéfiants s'évaporeront comme vous allez le constater, alors qu'ils courent aussi le risque de perdre leur liberté parce que la NDLEA d'aujourd'hui s'est engagée à arrêter, poursuivre en justice et assurer la conviction de ceux impliqués



Les autorités montrent 1,8 tonne de cocaïne saisie dans un entrepôt de Lagos (Nigeria).

AGENCE NATIONALE DE MISE EN APPLICATION DES LOIS SUR LES STUPÉFIANTS

dans les drogues illicites ».

Il a fait appel aux citoyens nigériens pour aider à faire pression sur les trafiquants de drogue. « Chaque citoyen ou citoyenne satisfera à ses obligations civiques en aidant l'agence à nettoyer nos communautés et nos villes, a-t-il dit. Ensemble, nous pouvons assurer la sécurité de ce pays. »



L'ONU rend hommage à une gardienne de la paix burkinabé

NATIONS UNIES

Une gardienne de la paix du Burkina Faso travaillant au Mali a reçu des hommages pour ses efforts visant à renforcer la confiance entre les autorités et les communautés locales, y compris les survivants de la violence basée sur le genre.

L'adjudant-chef Alizeta Kabore Kinda a reçu le Prix de la femme policière de l'année des Nations unies 2022. Le prix a été créé en 2011 pour rendre hommage aux contributions exceptionnelles des policières dans les opérations de paix de l'ONU et pour promouvoir la responsabilisation des femmes.

Mme Kinda est déployée en tant que point focal du genre avec la MINUSMA (mission de l'ONU au Mali).

Elle soutient les forces de sécurité maliennes dans la région de Ménaka afin de promouvoir et améliorer la compréhension des questions de genre, la protection de l'enfance, les droits de l'homme et la protection des civils. Grâce à ses efforts, un plus grand nombre de victimes de violences sexuelles et de violences basées sur le genre signalent leur cas aux autorités locales et reçoivent des soins médicaux - au moins trois cas rapportés par mois, comparé à aucun avant son arrivée.

Ses efforts ont également porté sur l'augmentation du nombre de filles dans les écoles et la réduction du nombre de mariages précoces.

« Le travail de l'adjudant-chef Kinda est un brillant exemple de la façon dont la participation des femmes policières dans les opérations de paix a un impact direct sur la durabilité de la paix par l'apport de perspectives différentes et en rendant notre travail plus inclusif », a déclaré Jean-Pierre Lacroix, secrétaire général adjoint aux opérations de paix. « Par ses actions, elle incarne un service de police plus

L'adjudant-chef Alizeta Kabore Kinda accepte le prix de la femme policière de l'année des Nations unies 2022 des mains de Jean-Pierre Lacroix, secrétaire général adjoint pour les opérations de paix.

PHOTO DE L'ONU

représentatif, plus efficace et mieux équipé pour servir et protéger les populations. »

Mme Kinda a exprimé l'espoir que sa récompense inspirera les femmes et les jeunes filles du monde entier à poursuivre une carrière de police « malgré les stéréotypes du genre souvent associés à cette profession, selon lesquels les hommes sont plus à-même de faire respecter les lois et de protéger la population ».

La police des Nations unies améliore la paix et la sécurité internationales en soutenant les pays hôtes dans des situations de conflit, d'après-conflit et autres crises. Les femmes constituent près du cinquième des 10.000 policiers des Nations unies qui servent dans seize opérations de paix dans le monde.

Dans toute sa carrière, Mme Kinda a orienté ses efforts sur la protection et la promotion des droits des femmes et des enfants, notamment entre 2013 et 2015 lorsqu'elle était un point focal du genre auprès de la mission des Nations unies en République démocratique du Congo.

Elle a accompli ces tâches au Burkina Faso au sein du ministère de la Sécurité et la brigade régionale pour la protection des femmes et des enfants, unité de la police nationale, en tant qu'investigatrice de la violence et l'exploitation sexuelles.



Un block régional déploie des soldats en RDC

JENNA RUSSO, INTERNATIONAL PEACE INSTITUTE

La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) a déployé des soldats dans l'un de ses états membres pour la première fois en juin 2022. Ce déploiement en République démocratique du Congo (RDC) met à l'épreuve la capacité de cet organisme régional à répondre à un conflit complexe.

Le block régional a déjà enregistré quelques victoires. Au début décembre 2022, à la suite de pourparlers de paix à Nairobi (Kenya), 53 des plus de 100 groupes armés actifs en RDC ont accepté un cessez-le-feu.

La RDC, qui a rejoint la CAE en avril 2022, est empiétée dans des cycles de violence depuis près de trente ans. Les raisons incluent l'intolérance ethnique, l'exploitation illégale des vastes ressources naturelles du pays et une classe congolaise d'élite qui tire avantage du chaos.

La CAE comprend aussi le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Soudan du Sud et la Tanzanie. Elle est basée à Arusha (Tanzanie).

La vague la plus récente de conflit a suivi la réémergence du groupe armé Mouvement du 23 mars ou M23. Les forces internationales avaient éliminé le groupe du pays en 2013. Son retour a conduit à des niveaux élevés de violence et des déplacements en masse.

Cela a incité la CAE à mobiliser une force régionale qui pourrait inclure jusqu'à 12.000 soldats provenant des états membres. Elle est commandée par le Kenya et possède un mandat renouvelable de six mois pour soutenir les forces nationales de la RDC afin de contenir, vaincre et éradiquer les forces néfastes dans cette région rétive à l'Est du pays.

C'est la deuxième fois que des acteurs régionaux ont déployé une force militaire pour combattre une insurrection du M23. Après le soulèvement initial du groupe armé en 2013, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, qui réunit douze membres, a proposé une brigade d'intervention. Cette dernière a fini par être placée sous l'égide d'une mission de maintien de la paix, la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo. Elle est devenue la brigade de la force d'intervention.

Le major-général Jeff Nyagah, commandant de la force de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), accueille les soldats kenyans à leur arrivée au quartier général de la CAE à Goma (République démocratique du Congo). AFP/GETTY IMAGES

L'Ouganda demande un fonds permanent pour le maintien de la paix

PERSONNEL D'ADF

L'Ouganda a fait appel à un financement stable et durable pour les opérations de soutien de la paix de l'Union africaine, partout sur le continent.

Selon un reportage du Nile Post, le général Jeje Odongo, ministre des Affaires étrangères de l'Ouganda, a déclaré : « La paix, la sécurité et la stabilité forment la structure fondamentale pour le développement inclusif et durable et la transformation socio-économique de l'Afrique. Toutefois, sans manière soutenable et prévisible de financer les opérations de soutien de la paix de l'Union africaine, il est probable que nous ne puissions pas préserver les gains enregistrés jusqu'à présent. »

Il s'est exprimé à la Conférence internationale de Tokyo sur le développement africain en Tunisie.

L'Ouganda fait partie depuis quinze ans de la mission de l'UA en Somalie. C'est le premier pays à avoir envoyé des soldats dans le cadre de cette mission. En avril 2022, l'UA a créé la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (Atmis) en tant que mission de transition et de retrait des opérations de maintien de la paix en Somalie.

L'Atmis est constituée de soldats du Burundi, de Djibouti, de l'Éthiopie, du Kenya et de l'Ouganda. Son mandat prendra fin en 2024 lorsque la transition des opérations de sécurité aux Forces armées nationales somaliennes sera achevée.

Le général Odongo a noté que le Conseil de sécurité des Nations unies est responsable pour le maintien global de la paix et la sécurité.

« Nous soutenons donc un appel pour le financement des opérations de soutien de la paix de l'UA par l'emploi de contributions prélevées de l'ONU », a-t-il dit selon le reportage.

Il a déclaré que le financement du maintien de la paix pourrait être effectué sous forme d'allocations ou de « financement concessionnel à long terme » en fonction des besoins particuliers des pays.

Des soldats ougandais de la mission de l'Union africaine en Somalie en patrouille sur l'océan Indien près de Mogadiscio en 2017. REUTERS





CORPS DES FUSILIERS MARINS DES ÉTATS-UNIS

DEUX PAYS AFRICAINS SE JOIGNENT À UNE FORMATION NAVALE AU BRÉSIL

DEFENCEWEB

Le Cameroun et la Namibie ont représenté l'Afrique à l'occasion de l'exercice naval multinational UNITAS 2022 au Brésil.

Ils ont participé au 63ème exercice UNITAS avec les forces navales et maritimes des pays suivants : Belize, Brésil, Chili, Colombie, Corée du Sud, Équateur, Espagne, États-Unis, France, Guyane, Jamaïque, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Royaume-Uni et Uruguay.

Le NS Elephant de la Marine namibienne est parti de Walvis Bay à la fin août 2022 pour participer à l'exercice. Ce navire, qui a un équipage de 120 personnes, a navigué sur 6.000 km pour atteindre sa destination. Entre-temps, le Cameroun a contribué les navires patrouilleurs CNS Le Ntem et CNS La Sanaga.

La Namibie et le Brésil ont des liens étroits de défense. Plus de 600 marins namibiens ont été formés au Brésil au cours des années. Janes indique qu'UNITAS 2022 était la troisième fois que les marines brésilienne et namibienne suivaient une formation conjointe en 2022.

L'exercice a inclus 20 navires et vaisseaux de guerre, un sous-marin et 21 aéronefs. Il a été conduit principalement au large des côtes de Rio de Janeiro et a réuni environ 5.500 militaires.

UNITAS, mot latin qui signifie « unité », a lieu chaque année depuis 1960. Il forme les forces pour conduire des opérations maritimes conjointes contre les bâtiments de surface, les sous-marins, les aéronefs, ainsi que des opérations amphibies et de guerre électronique, le tout améliorant la capacité de combat et l'interopérabilité.



Un hélicoptère Mi-17 survole des péniches de débarquement pendant UNITAS 2022 au Brésil dans le cadre d'un exercice maritime multinational annuel. CORPS DES FUSILIERS MARINS DES ÉTATS-UNIS

Bien que le but principal ait été de développer et tester le commandement et le contrôle des forces en mer, il y avait aussi des scénarios concernant la guerre électronique, la guerre anti-aérienne et la défense aérienne, la guerre de surface, les tirs réels, l'interdiction maritime, les opérations de littoral et les opérations amphibies.

La phase en mer a comporté un scénario multi-menaces de plusieurs jours qui a permis aux participants de travailler ensemble, en améliorant davantage l'état de préparation aux crises du monde réel qui nécessiteraient la réponse d'une force multinationale. Ces événements ont inclus des manœuvres tactiques de surface, une formation pour faire face au trafic des stupéfiants illégaux, des exercices de tir réel, des exercices de lutte anti-sous-marine, des exercices de défense aérienne et des opérations d'interdiction maritime.



LA TANZANIE ET LE KENYA JOIGNENT LEURS FORCES DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

PERSONNEL D'ADF

Dans l'intérêt de la sécurité et des investissements, le Kenya et la Tanzanie ont conclu un accord pour établir un partenariat dans leur lutte contre le terrorisme et la traite humaine sur leur frontière commune.

« Nous avons convenu de lutter contre le terrorisme, le trafic des stupéfiants et des êtres humains, et les autres crimes transnationaux qui rendent notre région non compétitive et lui donnent une mauvaise réputation », a déclaré le président kényan William Ruto, selon un reportage de l'agence Anadolu. Il s'est exprimé lors d'un briefing de presse peu après avoir eu des discussions avec Samia Suluhu Hassan, son homologue tanzanienne.

La présidente Samia Suluhu Hassan de Tanzanie inspecte une garde d'honneur des Forces de défense du Kenya en mai 2021. REUTERS

Les deux pays prévoient aussi d'œuvrer ensemble de plusieurs autres façons. Selon un reportage de Star of Kenya, le Kenya a l'intention de construire un gazoduc entre Dar es Salam, la plus grande ville de Tanzanie, Mombasa, ville côtière du Kenya, et plus tard Nairobi, capitale du Kenya. Le plan vise à réduire les tarifs liés à l'énergie, a déclaré M. Ruto. Ce gazoduc de 600 km coûtera environ 1,1 milliard de dollars. Les deux pays ont convenu d'accélérer la construction du gazoduc.

Les extrémistes commettent des actes de terrorisme, de braconnage et de contrebande le long de la frontière entre les deux pays. Le résultat est une perte de confiance de la part des investisseurs dans des secteurs qui sont cruciaux pour ces pays, notamment le tourisme et l'exploration du gaz naturel.

M. Ruto déclare que les deux pays partageront des ressources, notamment les renseignements et les stratégies de défense.

Au cours des dernières années, les forces de sécurité ont été mises en état d'alerte avancée sur la frontière commune pour protéger contre les extrémistes qui retournent au Kenya après le conflit au Mozambique et qui prévoient des attaques. En août 2021, une unité spéciale de la police kényane a intercepté et arrêté deux personnes soupçonnées de terrorisme à Mombasa. Elles transportaient des armes à travers la frontière et planifiaient une attaque contre la ville côtière, selon un reportage de The Economist.

« Des agents de sécurité kényans ont été affectés à la frontière pour empêcher les criminels de la franchir ; ils œuvrent avec leurs homologues dans le pays voisin de Tanzanie en conduisant des patrouilles conjointes. La Garde côtière du Kenya recherche aussi les cellules terroristes qui pourraient vouloir retourner au Kenya par l'océan Indien. »

LA NAMIBIE ET LE BOTSWANA AMÉLIORENT LEUR COOPÉRATION

PERSONNEL D'ADF

La Namibie et le Botswana souhaitent lancer une nouvelle ère de coopération et ont établi une commission dans ce sens.

La commission inaugurale binationale Botswana-Namibie s'est réunie pour la première fois à Gaborone, la capitale du Botswana, en septembre 2022. Quelques jours plus tard, les gouvernements de la Namibie et du Botswana ont convenu d'éliminer la nécessité du passeport pour voyager entre les deux pays. Au lieu de cela, les ressortissants des deux pays utiliseront leur pièce d'identité.

« Non seulement nos deux pays partagent une frontière commune, mais ils ont aussi un peuple et un héritage communs », a déclaré le président namibien Hage Geingob, selon un reportage du Namibian. « Une relation symbiotique et interdépendante existe le long de nos frontières communes. »



Le président botswanais Mokgweetsi Masisi (à gauche) et le président namibien Hage Geingob ont renforcé la relation entre les deux pays. BUREAU DE LA PRÉSIDENTIE DE NAMIBIE

La commission se concentrera sur un grand éventail de questions d'intérêt mutuel, notamment la politique et la diplomatie, l'économie, et la défense et la sécurité.

Les deux pays qui partagent une frontière de 1.583 km de long ont déjà des liens économiques importants. The Observatory of Economic Complexity a signalé qu'en date de 2020, les exportations namibiennes au Botswana s'élevaient à près de 500 millions de dollars, y compris 300 millions en diamants, 131 millions en pétrole raffiné et 33 millions en électricité. En revanche, News24 indique que les exportations principales du Botswana vers la Namibie comprennent les diamants, le câble isolé et le charbon.

Le Botswana et la Namibie ont des relations diplomatiques depuis 1990. Les deux pays ont eu depuis lors des différends, notamment une dispute de plusieurs années concernant l'appartenance d'une île au milieu de la rivière Kwando. En 1997, pendant une sécheresse prolongée, la Namibie a essayé de limiter l'accès du Botswana à l'Okavango. Et en 2020, la Namibie a condamné la politique de « tirer pour tuer » du Botswana contre les braconniers, lorsque les soldats du Botswana ont tué des braconniers présumés originaires de Namibie.



LE ROYAUME DU BOUGANDA

PERSONNEL D'ADF

Les cinq royaumes de l'Ouganda remontent à des centaines d'années et continuent à jouer un rôle dans la vie des habitants d'aujourd'hui. Le plus vaste et le plus puissant de ces royaumes était le royaume du Bouganda, qui trace ses origines au 13^{ème} siècle lorsqu'il avait été formé par les Gandas.

C'est l'une de plusieurs petites principautés sur la rive Nord du lac Victoria. En quelques temps, le kabaka (roi) parvient à dominer la région. Au 19^{ème} siècle, le Bouganda est le plus grand et le plus puissant des royaumes de la région. Il conquiert les territoires voisins grâce à sa flottille de pirogues de guerre performantes. Le kabaka partage ses pouvoirs et transforme en alliés les chefs des territoires conquis.

L'explorateur Henry Morton Stanley visite le Bouganda en 1875 et estime que le royaume a une population de 2 millions. Il observe que le kabaka commande une armée de 125.000 soldats. Il se rend à Lubaga, capitale du Bouganda, ville affairée pleine d'envoyés porteurs de messages, de chefs tribaux participant à des conseils et d'étrangers souhaitant une audience avec les dirigeants.

Après l'échec de tentatives visant à rester indépendant des Britanniques, le Bouganda devient le centre du protectorat de l'Ouganda en 1884. Les officiels britanniques nomment le protectorat Ouganda, mot swahili qui désigne le Bouganda.

Sous l'égide des Britanniques, de nombreux chefs du royaume gagnent le statut d'administrateurs coloniaux et le Bouganda devient un producteur majeur de coton et de café.

La voie de l'indépendance ougandaise commence en mars 1961 avec des élections pour déterminer l'auto-gouvernance. L'Ouganda devient un pays indépendant en octobre 1962 mais le concept d'un gouvernement central fort n'est pas adopté par tout le monde. Certains souhaitent une fédération plus informelle avec des pouvoirs toujours conférés aux royaumes locaux. Le plus grand de ces royaumes, le Bouganda, insiste qu'il maintiendra une identité politique séparée.



Mutebi II, roi du Bouganda, a épousé Sylvia Nagginda en 1999. C'était le premier mariage royal en Ouganda depuis 50 ans. REUTERS

La constitution fondatrice de l'Ouganda donne un statut fédéral à quatre royaumes traditionnels, y compris le Bouganda, au sein du gouvernement. En 1963, Muteesa II, roi du Bouganda, est élu au poste principalement cérémonial de président.

En 1966, le Premier ministre Milton Obote envoie ses soldats attaquer le palais de Muteesa II, lequel s'enfuit en Grande-Bretagne. Milton Obote suspend la constitution et en introduit une nouvelle qui abolit tous les royaumes et établit une vraie présidence, en se proclamant son premier président tout en gardant le titre de Premier ministre.

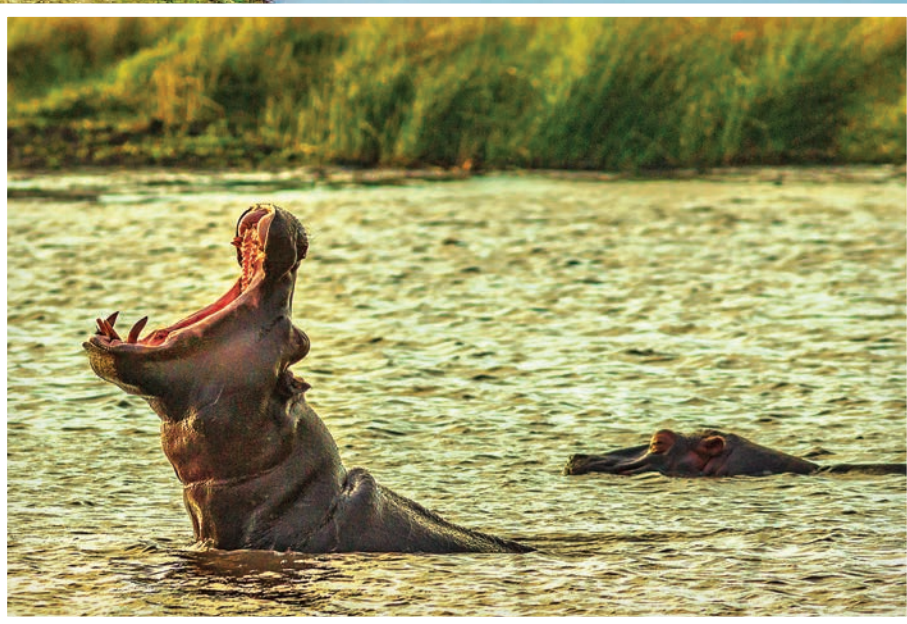
Les années suivantes sont une période de soulèvements et de guerres civiles, qui se terminent par la paix en 1986. Le royaume du Bouganda est restauré en 1993 et maintient son rôle essentiellement cérémonial. Depuis la restauration du royaume, le kabaka est Mutebi II, le 36^{ème} kabaka du Bouganda.

Aujourd'hui, les Bagandas qui sont au nombre de 14 millions constituent environ 27 % de la population de l'Ouganda. Le royaume du Bouganda s'appelle officiellement le district central de l'Ouganda et inclut Kampala, la capitale du pays.

Bien que le royaume soit surtout cérémonial, il possède des atours élaborés. Le kabaka règne sur son royaume par l'intermédiaire du katikkiro, ou Premier ministre exécutif, qui a un cabinet composé de ministres. Un Parlement, le Lukiiko, travaille avec les administrateurs des 18 comtés du royaume. Le kabaka exige que les chefs de clan maintiennent les traditions et l'histoire des Bagandas.

Ces traditions incluent l'hospitalité et la convivialité.

« Le Bouganda est le portail de l'Ouganda » note le site web officiel du Bouganda. « Lorsque vous viendrez voir sa beauté diversifiée, vous serez reçu avec notre célèbre hospitalité. Peut-être ne verrez-vous pas de troupe de danse traditionnelle venir à l'aéroport pour vous recevoir, mais nous vous donnerons l'impression qu'il y en a une. »



INDICES

- 1** Le site possède des récifs coralliens, des plages de sable, des dunes côtières, des systèmes lacustres, des marais et des zones humides de roseaux et de papyrus.
- 2** Il offre des habitats à une variété de créatures de l'océan, des zones humides et des savanes, notamment plus de 6.500 espèces végétales et animales.
- 3** Il a un littoral de 220 km et une superficie de près de 240.000 hectares.
- 4** Personne ne vit dans la zone mais environ 100.000 personnes appartenant à 48 groupes tribaux vivent dans des villages autour du parc.

PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à ADF et faites entendre votre voix.

DIRECTIVES À L'ATTENTION DE L'AUTEUR CONCERNANT UNE SOUMISSION À ADF

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais ADF collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

DROITS D'AUTEUR Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à ADF signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Kelley Kaserne
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart Germany



Vous êtes impatient de lire le prochain numéro ?

À ADF-Magazine.com, nous vous offrons chaque semaine un traitement en profondeur des enjeux actuels qui affectent la paix et la stabilité. Consultez notre site web pour les mêmes actualités crédibles et précises sur la sécurité, sur une base hebdomadaire, provenant de tout le continent.



RESTEZ CONNECTÉ

Si vous souhaitez rester branché sur les réseaux sociaux, suivez ADF sur Facebook, Twitter et Instagram. Vous pouvez aussi vous abonner à notre liste de diffusion électronique en vous inscrivant sur notre site Web, ADF-Magazine.com, ou en envoyant un courriel à News@ADF-Magazine.com.

